

COMPTES PUBLICS

1991-1992

Volume 3



**ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1992**

HJ
9921
Z9
Q3
C738
1991/92,3
Ex. 02
QMDF

Québec 

412
352.1
Z5
Q3
C738
1501\92,3
Ex. 02
QMDP

COMPTES PUBLICS

1991-1992

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1992**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-26926-8 (Édition complète)
ISBN 2-550-26942-X (Volume 3)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1992	
Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec et Rapport du Vérificateur	7
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et Rapport du Vérificateur	10
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec et Rapport du Vérificateur	14
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec et Rapport du Vérificateur	18
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec et Rapport du Vérificateur	22
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec et Rapport du Vérificateur	26
Fonds de développement international et Rapport du Vérificateur	30
Fonds de financement et Rapport du Vérificateur	34
Fonds de la formation à distance et Rapport du Vérificateur	39
Fonds de la réforme du cadastre québécois et Rapport du Vérificateur	45
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau et Rapport du Vérificateur	49
Fonds de reprographie gouvernementale et Rapport du Vérificateur	53
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Rapport du Vérificateur	57
Fonds des contributions des automobilistes au transports en commun et Rapport du Vérificateur	(*)
Fonds des fournitures et de l'ameublement et Rapport du Vérificateur	62
Fonds des moyens de communication et Rapport du Vérificateur	67
Fonds des registres du ministère de la Justice et Rapport du Vérificateur	73

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	PAGE
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1992	
Fonds des services de santé et Rapport du Vérificateur	77
Fonds des services de télécommunications et Rapport du Vérificateur	79
Fonds des services informatiques et Rapport du Vérificateur	86
Fonds d'information géographique et foncière et Rapport du Vérificateur	93
Fonds du Bureau de la statistique du Québec et Rapport du Vérificateur	98
Fonds du service aérien gouvernemental et Rapport du Vérificateur	102
Fonds en fidéicomis et Rapport du Vérificateur	109
Fonds Les Publications du Québec et Rapport du Vérificateur	111
Fonds pour les équipements informatiques et Rapport du Vérificateur	118
Fonds spécial olympique et Rapport du Vérificateur	125

(*) Les états financiers n'étant pas disponibles au moment de la préparation de ce volume, ceux-ci n'y sont pas incorporés.

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1992

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-35.1)
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE
REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
REVENUS		
Primes	99 495 \$	116 971 \$
Revenus de placements (note 3)	244 684	201 329
	<u>344 179</u>	<u>3 318 300</u>
DÉPENSES		
Réclamation en exécution de garantie	2 174	
	<u>342 005</u>	<u>318 300</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	2 399 331	2 081 031
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	2 399 331	2 081 031
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>2 741 336 \$</u>	<u>2 399 331 \$</u>
BILAN au 31 mars 1992		

	1992	1991
ACTIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Encaisse	15 857 \$	36 424 \$
Dépôts au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à vue et intérêts courus	152 426	152 630
Dépôts à participation (note 4)	2 627 908	2 271 676
	<u>2 796 191 \$</u>	<u>2 460 730 \$</u>
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	<u>183 665 \$</u>	<u>183 665 \$</u>
PASSIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Primes perçues d'avance	54 855 \$	61 399 \$
Solde du fonds	2 741 336	2 399 331
	<u>2 796 191 \$</u>	<u>2 460 730 \$</u>
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	<u>183 665 \$</u>	<u>183 665 \$</u>

POLICES DE GARANTIE (note 6)

Pour la Régie,

Gilles Prigent
Gilles Leblanc

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre M-35.1 et modifications).

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement de litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre les fonds suivants: Le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicomis.

Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Polices de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30 et modifications).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

Fonds en fidéicomis

Le Fonds en fidéicomis résulte de l'application par la Régie de l'article 4 du Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème édicté un vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Lorsque la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livrés à ce marchand de lait par les producteurs.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, compte tenu du mode de financement prévu dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés et des interventions gouvernementales, aucune provision n'est établie pour réclamations éventuelles de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint.

Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. REVENUS DE PLACEMENTS

	1992	1991
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à participation	235 679 \$	188 339 \$
Dépôt à vue	9 005	12 990
	<u>244 684 \$</u>	<u>201 329 \$</u>

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du Fonds général à la fin de chaque mois.

	1992	1991
Nombre d'unités	3 183	2 758
Valeur marchande par unité	817,75 \$	833,72 \$
Coût d'acquisition des unités	2 627 908 \$	2 271 676 \$
Valeur marchande des unités	2 602 910 \$	2 299 398 \$

5. FONDS EN FIDÉICOMMIS

Le ministère des Finances détient en fidéicomis, pour le compte de la Régie, des obligations du gouvernement du Canada et d'entités para-gouvernementales inscrites au bilan à leur valeur nominale, soit 163 665 \$ déposées par un marchand de lait et 20 000 \$ déposées par un centre régional de grains, aux fins de garantir leur solvabilité.

6. POLICES DE GARANTIE

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'année financière précédente. Les polices en vigueur totalisaient 386 M\$ au 31 mars 1992 (381 M\$ au 31 mars 1991).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1992, ainsi que les résultats des opérations du Fonds d'assurance-garantie pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 31 juillet 1992

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
(L.R.Q., c. A-13.2)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
		(note 3)
REVENUS		
Suramendes compensatoires	1 033 803 \$	569 803 \$
Contributions pénales	77 599	107 710
	<u>1 111 402</u>	<u>677 513</u>
DÉPENSES		
Subventions:		
Aux centres d'aide	579 500	430 000
À un organisme communautaire	151 500	144 000
À des projets spéciaux	20 000	
Contribution à un colloque		10 000
	<u>751 000</u>	<u>584 000</u>
Traitements et avantages sociaux	283 681	214 272
Frais de formation	1 073	1 090
Services professionnels	17 136	19 409
Frais de déplacement et colloques	14 867	17 785
Publicité	9 670	24 927
Téléphone	72 606	7 189
Fournitures et approvisionnement	4 794	6 536
Abonnements	1 125	994
Mobilier et équipement	6 635	8 928
Aménagement des locaux		220
Intérêts et frais bancaires	33	3 280
	<u>1 162 620</u>	<u>888 630</u>
PERTE NETTE	<u>51 218 \$</u>	<u>211 117 \$</u>

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
		(note 3)
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	1 467 554 \$	1 378 767 \$
Redressement - suramendes compensatoires à recevoir (note 3)	(442 765)	(142 861)
Solde redressé	<u>1 024 789</u>	<u>1 235 906</u>
Perte nette	<u>51 218</u>	<u>211 117</u>
SOLDE À LA FIN	<u>973 571 \$</u>	<u>1 024 789 \$</u>

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
		(note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	511 126 \$	385 737 \$
Placement temporaire	483 325	
Contribution à recevoir du gouvernement du Canada		668 870
Frais payés d'avance	250	250
	<u>994 701 \$</u>	<u>1 054 857 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	21 130 \$	30 068 \$
EXCÉDENT	<u>973 571</u>	<u>1 024 789</u>
	<u>994 701 \$</u>	<u>1 054 857 \$</u>

Christine Viens
Administrateur du Fonds d'aide
aux victimes d'actes criminels

Jacques Chamberland
Sous-ministre de la Justice

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1992****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre A-13.2), a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Opérations

Les revenus de suramendes compensatoires et de contributions pénales sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du Fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Certaines dépenses de fonctionnement sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées dans l'état des opérations.

Mobilier et équipement

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

3. MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE

À compter du présent exercice, le Fonds comptabilise les revenus de suramendes compensatoires lors de l'encaissement alors qu'auparavant, ils étaient inscrits en fonction de la date de sentence.

Cette modification de convention comptable, appliquée de façon rétroactive, a pour effet de diminuer les postes suivants:

	1992	1991
Suramendes compensatoires à recevoir	(841 994) \$	(632 521) \$
Provision pour créances douteuses	(252 598)	(189 756)
Excédent	(442 765)	(142 861)
Suramendes compensatoires	(399 229)	(489 660)
Créances douteuses	(252 598)	(189 756)

4. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Dépenses:		
Traitements et avantages sociaux	237 681 \$	6 454 \$
Téléphone	77 606	7 189

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et l'état de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement apporté à la comptabilisation des suramendes compensatoires expliqué à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 3 juillet 1992

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. C-29)
REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992**

	1992	1991
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	11 466 165 \$	12 210 280 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	363 980	
Primes et escomptes sur achats et ventes d'obligations		805 884
Gains sur aliénations de placements	2 494 671	
	<u>14 324 816</u>	<u>13 016 164</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	16 341	11 332
REVENU NET	<u>14 308 475 \$</u>	<u>13 004 832 \$</u>

**SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992**

	1992	1991
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	104 779 000 \$	86 197 000 \$
Contributions du Gouvernement du Québec	33 566 000	30 262 000
Remboursement du principal des obligations	(37 408 000)	(11 680 000)
Solde à la fin	<u>100 937 000</u>	<u>104 779 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début déjà établi	1 926 073	3 676 931
Redressement au 1er avril 1991		
Changement de la méthode de comptabilisation des placements en obligations (note 3)	(2 212 224)	
Solde au début redressé	<u>(286 151)</u>	<u>3 676 931</u>
Revenu net	14 308 475	13 004 832
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)		(14 755 690)
Solde à la fin	<u>14 022 324</u>	<u>1 926 073</u>
SOLDE DU FONDS	<u>114 959 324 \$</u>	<u>106 705 073 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
Placements (note 4)	113 114 315 \$	104 858 180 \$
Intérêts courus	1 763 540	1 658 914
Encaisse	81 469	187 979
	<u>114 959 324 \$</u>	<u>106 705 073 \$</u>
SOLDE DU FONDS	<u>114 959 324 \$</u>	<u>106 705 073 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992**

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été constitué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

À compter de la présente année financière, les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti et les escomptes et les primes y afférents sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant. Auparavant, les placements en obligations étaient comptabilisés à leur valeur nominale et l'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit d'aliénation était porté aux opérations.

L'effet de cette modification sur les opérations antérieures au 31 mars 1991 a été comptabilisé directement au compte revenus accumulés du solde du Fonds et par conséquent, les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1991 n'ont pas été redressés.

Cette modification de convention comptable a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers de la présente année financière:

	1992
Revenu net	936 803 \$
Placements	(1 275 421)
Solde du Fonds - revenus accumulés	(1 275 421)

4. PLACEMENTS

	1992	1991
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	66 580 000 \$	78 172 000 \$
Solde non amorti des escomptes déduits des primes	(1 275 421)	
	65 304 579	78 172 000
Placements à court terme - au coût	47 809 736	26 686 180
	113 114 315 \$	104 858 180 \$

Au 31 mars 1992, la valeur marchande des obligations est de 67 036 536 \$ (1991: 77 897 111 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement apporté à la méthode de comptabilisation des placements en obligations expliqué à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 11 septembre 1992

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-13.3)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	30 084 731 \$	26 973 623 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	1 076 998	
Primes et escomptes sur achats et ventes d'obligations		2 635 190
Gains sur contrats à terme sur obligations	207 360	1 437 120
Gains sur aliénations de placements	10 492 277	
	<u>41 861 366</u>	<u>31 045 933</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	31 513	31 889
Commissions sur contrats à terme sur obligations	9 294	9 990
	<u>40 807</u>	<u>41 879</u>
REVENU NET	<u>41 820 559 \$</u>	<u>31 004 054 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	244 289 700 \$	193 828 700 \$
Contributions du gouvernement du Québec	77 744 000	72 112 000
Remboursements du principal des obligations	(36 339 500)	(21 651 000)
Solde à la fin	<u>285 694 200</u>	<u>244 289 700</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début déjà établi	4 963 343	546 289
Redressement au 1er avril 1991		
Changement de la méthode de comptabilisation		
des placements en obligations (note 3)	(6 026 336)	
Solde au début redressé	<u>(1 062 993)</u>	<u>546 289</u>
Revenu net	41 820 559	31 004 054
Remboursement d'emprunts (principal et intérêts)	(29 200 000)	(26 587 000)
Solde à la fin	<u>11 557 566</u>	<u>4 963 343</u>
SOLDE DU FONDS	<u>297 251 766 \$</u>	<u>249 253 043 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
Placements (note 4)	291 530 642 \$	244 059 200 \$
Intérêts courus	5 709 430	4 571 828
Encaisse	40 494	662 445
	<u>297 280 566 \$</u>	<u>249 293 473 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	28 800 \$	29 130 \$
Dépôt sur contrats à terme sur obligations		11 300
	<u>28 800</u>	<u>40 430</u>
SOLDE DU FONDS	<u>297 251 766</u>	<u>249 253 043</u>
	<u>297 280 566 \$</u>	<u>249 293 473 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec a été constitué en vertu de l'article 476 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-13.3 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant.

Contrats à terme sur obligations

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds relativement à l'écart entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt sur contrat à terme sur obligations à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, l'écart entre la valeur initiale du contrat à terme et sa valeur de fermeture est imputé au coût d'acquisition ou au produit d'aliénation de l'obligation concernée. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, cet écart est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

À compter de la présente année financière, les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti et les escomptes et les primes y afférents sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant. Auparavant, les placements en obligations étaient comptabilisés à leur valeur nominale et l'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit d'aliénation était porté aux opérations.

L'effet de cette modification sur les opérations antérieures au 31 mars 1991 a été comptabilisé directement au compte revenus accumulés du solde du Fonds et par conséquent, les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1991 n'ont pas été redressés.

Cette modification de convention comptable a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers de la présente année financière:

	1992
Revenu net	5 186 452 \$
Placements	(839 884)
Solde du Fonds - revenus accumulés	(839 884)

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. PLACEMENTS

	1992	1991
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	263 269 000 \$	168 990 000 \$
Solde non amorti des escomptes déduits des primes	(839 884)	
	262 429 116	168 990 000
Placements à court terme - au coût	29 101 526	75 069 200
	291 530 642 \$	244 059 200 \$

Au 31 mars 1992, la valeur marchande des obligations est de 269 483 854 \$ (1991: 167 810 987 \$).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement apporté à la méthode de comptabilisation des placements en obligations expliqué à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 11 septembre 1992

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-17)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	5 157 126 \$	3 455 293 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	4 497	
Primes et escomptes sur achats et ventes d'obligations		312 813
Gains sur aliénations de placements	270 316	
	<u>5 431 939</u>	<u>3 768 106</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	8 966	5 376
	<u>8 966</u>	<u>5 376</u>
REVENU NET	<u>5 422 973 \$</u>	<u>3 762 730 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	28 200 000 \$	15 834 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	18 372 000	12 366 000
	<u>46 572 000</u>	<u>28 200 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début déjà établi	7 238 716	4 477 986
Redressement au 1er avril 1991		
Changement de la méthode de comptabilisation des placements en obligations (note 3)	(578 271)	
	<u>6 660 445</u>	<u>4 477 986</u>
Solde redressé au début	6 660 445	4 477 986
Revenu net	5 422 973	3 762 730
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(6 800 000)	(1 002 000)
	<u>5 283 418</u>	<u>7 238 716</u>
Solde à la fin	5 283 418	7 238 716
SOLDE DU FONDS	<u>51 855 418 \$</u>	<u>35 438 716 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
Placements (note 4)	50 952 919 \$	34 757 085 \$
Intérêts courus	853 582	611 336
Encaisse	48 917	70 295
	<u>51 855 418 \$</u>	<u>35 438 716 \$</u>
SOLDE DU FONDS	<u>51 855 418 \$</u>	<u>35 438 716 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec est constitué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17.)

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

À compter de la présente année financière, les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti et les escomptes et les primes y afférents sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant. Auparavant, les placements en obligations étaient comptabilisés à leur valeur nominale et l'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de l'aliénation était porté aux opérations.

L'effet de cette modification sur les opérations antérieures au 31 mars 1991 a été comptabilisé directement au compte revenus accumulés du solde du Fonds et par conséquent, les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1991 n'ont pas été redressés.

Cette modification de convention comptable a eu pour effet de diminuer les postes suivants des états financiers de la présente année financière:

	1992
Revenu Net	213 810 \$
Placements	792 081
Solde du Fonds - revenus accumulés	792 081

4. PLACEMENTS

	1992	1991
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	50 945 000 \$	19 584 000 \$
Solde non amorti des escomptes déduits des primes	(792 081)	
	50 152 919	19 584 000
Placements à court terme - au coût	800 000	15 173 085
	50 952 919 \$	34 757 085 \$

Au 31 mars 1992, la valeur marchande des obligations est de 52 487 742 \$ (1991: 19 587 876 \$).

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement apporté à la méthode de comptabilisation des placements en obligations expliqué à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 11 septembre 1992

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. S-5)
REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1992**

	1992	1991
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	19 818 169 \$	16 522 519 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	135 184	
Primes et escomptes sur achats et ventes d'obligations		1 245 369
Gains sur contrats à terme sur obligations	272 730	2 343 820
Gains sur aliénations de placements	7 036 650	
	<u>27 262 733</u>	<u>20 111 708</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	25 815	15 151
Commissions sur contrats à terme sur obligations	11 292	14 646
	<u>37 107</u>	<u>29 797</u>
REVENU NET	<u>27 225 626 \$</u>	<u>20 081 911 \$</u>

**SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992**

	1992	1991
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	149 437 000 \$	115 356 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	60 416 000	53 201 000
Remboursements du principal des obligations	(16 458 000)	(19 120 000)
Solde à la fin	<u>193 395 000</u>	<u>149 437 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début déjà établi	2 598 811	1 085 280
Redressement au 1er avril 1991		
Changement de la méthode de comptabilisation des placements en obligations (note 3)	(2 722 041)	
Solde au début redressé	(123 230)	1 085 280
Revenu net	27 225 626	20 081 911
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(19 051 647)	(18 568 380)
Solde à la fin	<u>8 050 749</u>	<u>2 598 811</u>
SOLDE DU FONDS	<u>201 445 749 \$</u>	<u>152 035 811 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
Placements (note 4)	197 385 936 \$	148 507 193 \$
Intérêts courus	4 029 086	3 094 028
Encaisse	30 727	555 850
	<u>201 445 749 \$</u>	<u>152 157 071 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs		960 \$
Chèques sur contrats à terme sur obligations		120 300
		<u>121 260</u>
SOLDE DU FONDS	<u>201 445 749 \$</u>	<u>152 035 811</u>
	<u>201 445 749 \$</u>	<u>152 157 071 \$</u>

Pierre Thivierge
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été constitué en vertu de l'article 178.0.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q. chapitre S-5 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par un conseil régional, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout conseil régional ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Contrats à terme sur obligations

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds relativement à l'écart entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt sur contrats à terme sur obligation à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, l'écart entre la valeur initiale du contrat à terme et sa valeur de fermeture est imputé aux coût d'acquisition ou au produit d'aliénation de l'obligation concernée. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, cet écart est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

À compter de la présente année financière, les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti et les escomptes et les primes y afférents sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant. Auparavant, les placements en obligations étaient comptabilisés à leur valeur nominale et l'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit d'aliénation était porté aux opérations.

L'effet de cette modification sur les opérations antérieures au 31 mars 1991 a été comptabilisé directement au compte revenus accumulés du solde du Fonds et par conséquent, les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1991 n'ont pas été redressés.

Cette modification de convention comptable a eu pour effet d'augmenter les postes suivants des états financiers de la présente année financière.

	1992
Revenu net	4 562 033 \$
Placements	1 839 992
Solde du Fonds - revenus accumulés	1 839 992

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

4. PLACEMENTS

	1992	1991
Obligations d'établissements de santé et de services sociaux du Québec et autres - à la valeur nominale	189 394 000 \$ 1 839 992	128 967 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes	191 233 992 6 151 944	128 967 000 19 540 193
Placements à court terme - au coût	197 385 936 \$	148 507 193 \$

Au 31 mars 1992, la valeur marchande des obligations est de 195 790 595 \$ (1991: 130 170 520 \$).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement apporté à la méthode de comptabilisation des placements en obligations expliqué à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 11 septembre 1992

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
(L.R.Q., c. M-21.1)**

**OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992**

	1992
CONTRIBUTIONS AUX PROJETS	
Agence canadienne de développement international	2 005 086 \$
Ministère des Affaires internationales	71 917
	<u>2 077 003</u>
COÛT DES PROJETS	
Salaires et indemnités	936 073
Frais de déplacement	306 153
Mobilier et équipement	82 063
Publicité et représentation	8 786
Frais contractuels	174 570
Fournitures et entretien	65 350
Formation	42 774
Loyer	42 645
Honoraires professionnels	114 560
Équipements et forage	58 983
Production animale	6 212
Frais de fonctionnement	13 875
Divers	82 664
	<u>1 934 708</u>
Frais d'administration des projets	
Traitements et avantages sociaux	16 850
Fournitures	5 673
Téléphone	18 666
Loyer	67 161
Amortissement des immobilisations	2 200
	<u>2 045 258</u>
Dépenses assumées par le gouvernement du Québec	
	59 915
	<u>1 985 343</u>
EXCÉDENT DES CONTRIBUTIONS SUR LES COÛTS DE L'EXERCICE ET EXCÉDENT AU 31 MARS 1992	<u>91 660 \$</u>

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

BILAN
au 31 mars 1992

	Bilan au 31 mars 1992	Bilan d'ouverture au 1er avril 1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	108 346 \$	83 269 \$
Débiteurs	531 316	393 359
Avances aux projets de développement	26 343	79 903
frais payés d'avance	81 407	114 051
	<hr/>	<hr/>
	747 412	670 582
Immobilisations (note 3)	7 800	10 000
	<hr/>	<hr/>
	755 212 \$	680 582 \$
	<hr/>	<hr/>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	290 194 \$	402 971 \$
Revenus perçus d'avance	95 747	
	<hr/>	<hr/>
	385 941	402 971
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	277 611	277 611
	<hr/>	<hr/>
	663 552	680 582
EXCÉDENT	91 660	
	<hr/>	<hr/>
	755 212 \$	680 582 \$
	<hr/>	<hr/>

Bernard Gayraud
Administrateur du Fonds de
développement international

Renaud Caron
Sous-ministre des Affaires
internationales

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de développement international, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Affaires internationales (L.R.Q., chapitre M-21.1), a pour objet la gestion et le financement de projets de développement financés, en tout ou en partie, par des organismes de développement international dans le cadre d'ententes internationales ou intergouvernementales.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er avril 1991 et certains actifs et passifs du gouvernement du Québec ont été cédés au Fonds à cette date.

Ce Fonds est administré par le ministre des Affaires internationales. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	33 1/3 %
Mobilier de bureau	20 %

Frais d'administration

Les frais d'administration sont imputés aux projets proportionnellement aux contributions du ministère des Affaires internationales et des organismes de développement international à chacun des projets. Aucun frais d'administration n'est imputé au poste en détachement.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	31 mars 1992		1er avril 1991
	Valeur attribuée	Amortissement accumulé	Valeur nette
Équipement informatique	1 500 \$	500 \$	1 000 \$
Mobilier de bureau	8 500	1 700	6 800
	10 000 \$	2 200 \$	7 800 \$

4. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ

	31 mars 1992	1er avril 1991
Solde dû suite au transfert de certains actifs et passifs du gouvernement du Québec, sans intérêts et sans modalités de remboursement	77 611 \$	77 611 \$
Avances, sans intérêts et sans modalités de remboursement	200 000	200 000
	277 611 \$	277 611 \$

FONDS DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 19925. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	31 mars 1992	1er avril 1991
Débiteurs	118 931 \$	163 786 \$
Créditeurs et frais courus	172 841	278 806
Contributions aux projets	71 917	
Coûts et frais d'administration des projets	152 591	

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1er avril 1991 et le bilan au 31 mars 1992 du Fonds de développement international du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée le 31 mars 1992. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 1er avril 1991 et au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée le 31 mars 1992 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 16 novembre 1992

FONDS DE FINANCEMENT
(L.Q., 1990, c. 66)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
pour l'exercice financier de 13 mois terminé le 31 mars 1992

REVENUS NET D'INTÉRÊTS

Intérêts sur prêts	42 519 342 \$
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	583 164
Intérêts sur avances du fonds consolidé du revenu	(42 450 724)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	(574 964)
	<hr/>
	76 818
	<hr/>

AUTRES OPÉRATIONS

Frais d'émission de prêts imputés aux emprunteurs - net (note 3)	6 765 171
Frais d'administration imputés aux emprunteurs	1 020 074
Intérêts sur placements temporaires	401 192
	<hr/>
	8 186 437
	<hr/>
	8 263 255
	<hr/>

FRAIS D'OPÉRATIONS ET D'ADMINISTRATION

Traitements et avantages sociaux	694 174
Services professionnels, administratifs et autres	9 742
Transport et communications	20 828
Loyers	185 746
Intérêts	1 390
Fournitures et approvisionnements	3 119
Amortissement des immobilisations	18 600
	<hr/>
	933 599
	<hr/>

REVENU NET ET EXCÉDENT AU 31 MARS 1992

7 329 656 \$

FONDS DE FINANCEMENT

BILAN
au 31 mars 1992

	1992
ACTIF	
Prêts (note 4)	1 035 886 432 \$
Intérêts courus sur prêts	35 303 498
	<hr/>
	1 071 189 930
Placements temporaires - au coût	11 851 031
Débiteurs	5 076
Immobilisations (note 5)	66 851
Frais reportés - escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	1 150 068
	<hr/>
	1 084 262 956 \$
PASSIF	
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	1 037 028 306 \$
Intérêts courus sur avances du Fonds consolidé du revenu	39 872 241
Créditeurs	32 753
	<hr/>
	1 076 933 300
	7 329 656
EXCÉDENT	<hr/>
	1 084 262 956 \$
	<hr/>

Carole Massé
Administrateur du Fonds

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Le Fonds de financements est un fonds spécial constitué par la Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives (1990, chapitre 66), sanctionnée et entrée en vigueur le 20 décembre 1990.

Le Fonds a pour objet de permettre au ministre des Finances, à même les sommes empruntées à cette fin par le Gouvernement et versées au fonds, de faire des prêts à des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, à des entreprises du Gouvernement, à d'autres organismes déterminés par le Gouvernement et à des fonds spéciaux.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances. Les modes de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont prévus dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Le Fonds impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux encourus par le Gouvernement sur les emprunts qu'il effectue pour le compte du Fonds de financement. Le Fonds impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Les montants des frais imputés sont déterminés annuellement par le ministre des Finances.

Le Fonds a débuté ses opérations le 1er mars 1991.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Frais reportés

Les escomptes et les primes sur les avances du Fonds consolidé du revenu sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier de bureau	20 %
Équipements informatiques	20 %
Logiciels	33 1/3 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. FRAIS D'ÉMISSION DE PRÊTS IMPUTÉS AUX EMPRUNTEURS - NET

Frais d'émission de prêts imputés aux emprunteurs	8 400 418 \$
Frais d'émission sur avances du Fonds consolidé du revenu	(1 635 247)
	6 765 171 \$

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. PRÊTS

Emprunteurs

Commissions scolaires	346 388 551 \$
Collèges d'enseignement général et professionnel	57 879 267
Établissements régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5)	77 995 650
Établissements universitaires	54 148 781
Entreprises et organismes du Gouvernement	499 474 183
	<u>1 035 886 432 \$</u>

Les échéanciers et les taux d'intérêts sur les prêts consentis par le Fonds sont identiques à ceux des avances reçues du Fonds consolidé du revenu à cette fin.

5. IMMOBILISATIONS

	Amortissement		
	Coût	Amortissement accumulé	Net
Mobilier de bureau	5 106 \$	1 021 \$	4 085 \$
Équipements informatiques	69 024	13 805	55 219
Logiciels	11 321	3 774	7 547
	85 451 \$	18 600 \$	66 851 \$

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Échéance Année financière	Montant	Taux
1993	20 520 000 \$	7,33 %
1994	20 060 000	Variable (*)
1997	131 525 096	9,85 % et variable(**)
1998	110 016 100	8,50 %
2002	662 072 110	10,25 %
2003	92 835 000	9,25 %
	<u>1 037 028 306 \$</u>	

(*) Taux des acceptations bancaires plus 0,23 %

(**) Taux des acceptations bancaires moins 0,12 %

FONDS DE FINANCEMENT**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds de financement du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice de 13 mois terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice de 13 mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 9 octobre 1992

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE
(L.R.Q., c. M-15)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
REVENUS		
Inscriptions aux cours	1 123 445 \$	2 810 235 \$
Correction et tutorat	314 036	
Ventes de matériel didactique	1 269 252	1 744 048
Ententes	408 844	672 482
Redevances	259 747	134 293
Autres	43 426	169 691
	<u>3 418 750</u>	<u>5 530 749</u>
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	1 026 720	1 287 227
Achats de matériel didactique	871 219	919 968
Stocks à la fin (note 3)	(1 064 640)	(1 026 720)
	<u>833 299</u>	<u>1 180 475</u>
REVENU BRUT	<u>2 585 451</u>	<u>4 350 274</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	3 243 539	3 517 177
Services de transport et de communication	784 489	1 038 674
Services professionnels et administratifs	1 821 924	2 427 041
Loyer	496 183	427 312
Location d'équipement	38 129	18 038
Entretien et réparations	37 910	31 072
Fournitures	80 132	120 591
Matériel et équipement	21 154	29 125
Frais financiers	24 352	38 051
Amortissement des immobilisations	181 510	175 604
Amortissement des frais reportés	120 500	120 500
Mauvaises créances	2 709	6 797
	<u>6 852 531</u>	<u>7 949 982</u>
PERTE AVANT SUBVENTION	<u>4 267 080</u>	<u>3 599 708</u>
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	<u>3 474 090</u>	<u>4 545 300</u>
(PERTE NETTE) REVENU NET	<u>(792 990)</u>	<u>945 592</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) AU DÉBUT	<u>532 539</u>	<u>(413 053)</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT À LA FIN	<u>(260 451) \$</u>	<u>532 539 \$</u>

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (perte nette)	(792 990) \$	945 592 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	181 510	175 604
Amortissement des frais reportés	120 500	120 500
	(490 980)	1 241 696
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	473 713	(734 312)
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(17 267)	507 384
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement au Fonds consolidé du revenu		(300 000)
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(19 790)	(16 964)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(19 790)	(316 964)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement:		
Acquisitions d'immobilisations	(16 486)	(21 583)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(53 543)	168 837
ENCAISSE AU DÉBUT	568 069	399 232
ENCAISSE À LA FIN	514 526 \$	568 069 \$

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	514 526 \$	568 069 \$
Débiteurs	527 170	1 295 106
Frais payés d'avance	54 041	33 475
Stocks (note 3)	1 111 721	1 076 395
	<u>2 207 458</u>	<u>2 973 045</u>
Immobilisations (note 4)	367 003	532 027
Frais reportés au coût amorti	120 510	241 010
	<u>2 694 971 \$</u>	<u>3 746 082 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	734 487 \$	983 177 \$
Obligations découlant d'un contrat de location- acquisition (note 5)	13 032	19 790
Revenus reportés	16 136	5 777
	<u>763 655</u>	<u>1 008 744</u>
Obligation découlant d'un contrat de location- acquisition		13 032
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	2 191 767	2 191 767
	<u>2 955 422</u>	<u>3 213 543</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT	(260 451)	532 539
	<u>2 694 971 \$</u>	<u>3 746 082 \$</u>

Michel de Celles
Administrateur du Fonds de la
formation à distance

Michel Paquet
Sous-ministre de l'Éducation

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la formation à distance, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15 et modifications), a pour objet le financement de biens et services reliés à la formation à distance. Le ministre de l'Éducation peut fournir, dans les domaines de sa compétence et moyennant considération, à toute personne ou organisme, des services reliés à la formation à distance. Il peut également fournir, à la demande d'un autre ministre, dans les domaines de compétence de ce dernier et moyennant considération, les mêmes services à toute personne ou organisme.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Éducation. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Le ministère de l'Éducation doit déposer au Conseil du trésor avant le 15 octobre 1992, un plan de redressement devant permettre au Fonds d'atteindre l'équilibre budgétaire au cours de l'année financière 1992-1993 et d'assurer la résorption, d'ici le 31 mars 1994, du déficit accumulé au 31 mars 1992. Le versement par le ministère de l'Éducation d'une partie importante de la subvention prévue pour l'année 1992-1993 est conditionnel au dépôt de ce plan.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Le coût du stock de matériel didactique ne comprend que les coûts directs d'impression et n'inclut pas les coûts de conception, de développement et de rédaction des cours.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement dont le coût unitaire est de moins de 1 000 \$ sont imputées aux opérations alors que celles dont le coût unitaire dépasse 1 000 \$ sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Logiciels	33 1/3 %

Frais reportés

Les frais reportés représentent les frais de développement du cours "Français sans fautes" et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 33 1/3 %.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

3. STOCKS

	1992	1991
Matériel didactique	1 064 640 \$	1 026 720 \$
Fournitures	47 081	49 675
	<u>1 111 721 \$</u>	<u>1 076 395 \$</u>

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. IMMOBILISATIONS

	1992		1991
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Équipement de bureautique et d'informatique	422 491 \$	239 137 \$	183 354 \$
Mobilier et équipement de bureau	367 247	217 546	149 701
Logiciels	35 545	32 182	3 363
	825 283	488 865	336 418
Équipement informatique détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition	61 170	30 585	30 585
	886 453 \$	519 450 \$	367 003 \$

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Total des paiements minimums exigibles pour l'année financière se terminant le 31 mars 1993	13 714 \$
Montant représentant les intérêts au taux de 15,50	(682)
	13 032 \$

6. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1992	1991
Solde dû suite au transfert de l'actif net de la Direction des cours par correspondance et formation à distance du ministère de l'Éducation, sans intérêt dont les modalités de paiement ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	2 191 767 \$	2 191 767 \$

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

7. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Revenus		
Inscriptions aux cours	52 096 \$	370 000 \$
Ventes de matériel didactique	84 623	
Ententes	199 582	300 000
Dépenses		
Services de transport et de communication	371 060	233 078
Services professionnels et administratifs		100 000
Loyer	496 183	427 312

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'état des opérations et du déficit de 1991 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1992.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la formation à distance au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 8 juillet 1992

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS
(L.R.Q., c. R-3.1)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
		(note 3)
REVENUS		
Droits, permis et ventes diverses (note 4)	5 864 164 \$	5 584 320 \$
Intérêts sur dépôts bancaires	74 359	63 407
	<u>5 938 523</u>	<u>5 647 727</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	3 473 880	3 374 125
Honoraires professionnels	1 755 002	2 783 782
Voyages, messagerie et publicité	69 508	82 958
Entretien et réparations	139 445	118 001
Locations d'équipement et de matériel roulant	33 790	17 403
Fournitures et approvisionnement	166 326	183 725
Intérêts et frais bancaires	64 957	195 951
Amortissement de l'équipement	36 656	176 746
	<u>5 739 564</u>	<u>6 932 691</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	198 959	(1 284 964)
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	1 700 000	2 640 300
EXCÉDENT DE LA SUBVENTION ET DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	<u>1 898 959 \$</u>	<u>1 355 336 \$</u>

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
		(note 3)
DÉFICIT AU DÉBUT		
Solde déjà établi	(779 365) \$	(2 300 557) \$
Redressement des revenus de droits, permis et ventes diverses (note 3)	(165 856)	
Solde redressé	<u>(945 221)</u>	<u>(2 300 557)</u>
Excédent de la subvention et des revenus sur les dépenses	1 898 959	1 355 336
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	<u>953 738 \$</u>	<u>(945 221) \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
		(note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 275 746 \$	44 571 \$
Débiteurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec		105 148
Autres	29	1 236
	1 275 775	150 955
Immobilisations (note 5)	88 303	108 164
	1 364 078 \$	259 119 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	75 019 \$	104 340 \$
Autres	335 321	1 100 000
Avances du Fonds consolidé du revenu		
	410 340	1 204 340
EXCÉDENT (DÉFICIT)	953 738	(945 221)
	1 364 078 \$	259 119 \$

Jocelyne Lefort
Administratrice du Fonds de la réforme
du cadastre québécois

Guy Morneau
Sous-ministre associé aux terres

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, institué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1 et modifications), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux.

Ce fonds est administré par le ministère des Finances mais la comptabilité en est tenue au ministère de l'Énergie et des Ressources. Le mode de gestion, de financement et d'opération est prévu dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Équipement

Les acquisitions d'équipement de 1 000 \$ et plus, sur la base d'une unité distincte, sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Honoraires professionnels

Les honoraires professionnels comprennent les comptes payés dans les 60 jours suivant le 31 mars pour des services rendus avant cette date.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Les frais, de communications téléphoniques de location d'espace, défrayés à même les crédits de différents ministères du Gouvernement, ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ À L'ANNÉE FINANCIÈRE ANTÉRIEURE

Une correction a été effectuée aux montants des ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus de l'année financière terminée le 31 mars 1991 afin d'éliminer certains revenus se rapportant à l'année financière terminée le 31 mars 1992. Ces corrections ont pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1991:

Excédent de la subvention et des revenus sur les dépenses	(165 856) \$
Débiteurs - Ministères et organismes du gouvernement du Québec	(165 856)
Déficit	165 856

4. DROITS, PERMIS ET VENTES DIVERSES

	1992	1991
Droits et permis perçus par les régistrateurs du ministère de la Justice	4 245 800 \$	4 042 500 \$
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	1 618 364	1 541 820
	<u>5 864 164 \$</u>	<u>5 584 320 \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

5. IMMOBILISATIONS

	1992		1991
	Coût *	Amortissement accumulé	Net
Équipement	800 013 \$	711 710 \$	88 303 \$

	1992	1991
* Coût		
Solde au début	883 730 \$	808 701 \$
Acquisitions	16 795	75 029
Radiation d'équipement entièrement amorti	(100 512)	
Solde à la fin	800 013 \$	883 730 \$

6. TRANSACTION AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS LE
PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Subvention du gouvernement du Québec	1 700 000 \$	2 640 300 \$
Revenus divers	5 712 793	5 436 650
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	64 378	190 426
Autres dépenses	148 670	121 520

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et l'état de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 25 août 1992

**FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU
(L.R.Q., c. M-23.01)**

**OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992**

	1992	1991
REVENUS	2 655 622 \$	1 935 079 \$
COÛT DES PIÈCES UTILISÉES		
Stocks au début	419 192	355 022
Achats	1 531 339	1 115 867
	1 950 531	1 470 889
Stocks à la fin	551 055	419 192
	1 399 476	1 051 697
REVENU BRUT	1 256 146	883 382
AUTRES REVENUS	1 450	1 555
	1 257 596	884 937
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	928 375	691 645
Honoraires professionnels	7 339	1 592
Services de transport	33 614	27 899
Fournitures et approvisionnements	25 277	16 622
Communication	12 399	13 089
Loyers	110 246	69 132
Frais de formation	18 924	8 793
Publicité	12 137	
Intérêts et frais bancaires	48 788	57 012
Amortissement des immobilisations	16 998	10 396
	1 214 097	896 180
REVENU (PERTE) AVANT SUBVENTION	43 499	(11 243)
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		90 000
REVENU NET	43 499	78 757
EXCÉDENT AU DÉBUT	98 612	19 855
EXCÉDENT À LA FIN	142 111 \$	98 612 \$

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse		9 400 \$
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	829 753 \$	696 305
Autres	2 484	14 156
Frais payés d'avance	1 312	
Stocks	551 055	419 192
	<u>1 384 604</u>	<u>1 139 053</u>
Immobilisations (note 4)	51 885	46 053
	<u>1 436 489 \$</u>	<u>1 185 106 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	34 581 \$	
Créditeurs et frais courus		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	93 837	79 679 \$
Autres	369 100	286 804
Revenus reportés	36 901	33 461
	<u>534 419</u>	<u>399 944</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 5)	759 959	686 550
EXCÉDENT	142 111	98 612
	<u>1 436 489 \$</u>	<u>1 185 106 \$</u>

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds d'entretien et
de réparation des machines de bureau

Clermont Gignac
Sous-ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01 et modifications), a pour objet de rendre des services d'entretien et de réparation de machines de bureau ainsi que des services connexes à des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	33 1/3 %
Équipement de mesure électronique	20 %
Véhicules	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives (1991, chapitre 72) sanctionnée le 18 décembre 1991 et entrée en vigueur le 1er avril 1992, a institué le Fonds des approvisionnements et services. Selon les dispositions de cette loi, ce Fonds continue les activités du Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, du Fonds pour les équipements informatiques et du Fonds des fournitures et de l'ameublement.

4. IMMOBILISATIONS

	1992			1991
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement informatique	24 787 \$	5 047 \$	19 740 \$	1 685 \$
Équipement de mesure électronique	5 641	2 812	2 829	4 083
Véhicules	54 521	25 205	29 316	40 285
	<u>84 949 \$</u>	<u>33 064 \$</u>	<u>51 885 \$</u>	<u>46 053 \$</u>

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

5. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1992	1991
Avances, portant intérêts au taux préférentiel bancaire et échéant en 1999	759 959 \$	686 550 \$

6. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Revenus	2 575 227 \$	1 860 668 \$
Dépenses		
Traitements et avantages sociaux	928 375	691 645
Autres dépenses	139 334	134 305
Intérêts et frais bancaires	48 788	57 012

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 8 juillet 1992

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
REVENUS	8 034 609 \$	7 980 074 \$
COÛT DU MATÉRIEL UTILISÉ		
Stocks au début	330 178	290 448
Achats	1 248 061	1 400 913
	1 578 239	1 691 361
Stocks à la fin	252 316	330 178
	1 325 923	1 361 183
REVENU BRUT	6 708 686	6 618 891
GAINS SUR ALIÉNATIONS D'IMMOBILISATIONS	27 620	8 124
	6 736 306	6 627 015
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	3 157 044	3 221 865
Services de transport et de communication	77 404	78 195
Services professionnels, administratifs et autres	74 309	83 342
Entretien d'équipement	1 579 496	1 438 879
Loyers	725 778	719 839
Location d'équipement	364 091	395 127
Fournitures et approvisionnements	72 639	67 421
Intérêts et frais bancaires	134 346	103 603
Amortissement des immobilisations	164 796	156 509
Frais de formation	6 997	8 279
Publicité	20 659	
	6 377 559	6 273 059
REVENU NET	358 747	353 956
EXCÉDENT AU DÉBUT	585 305	231 349
EXCÉDENT À LA FIN	944 052 \$	585 305 \$

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	103 \$	
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	2 500 811	2 321 477 \$
Autres	18 984	4 185
Frais payés d'avance	7 249	4 500
Stocks	252 316	330 178
	<u>2 779 463</u>	<u>2 660 340</u>
Immobilisations (note 3)	636 297	485 667
	<u>3 415 760 \$</u>	<u>3 146 007 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse		17 558 \$
Créditeurs et frais courus		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	468 865 \$	593 793
Autres	617 343	652 143
Versements sur la dette à long terme		4 908
	<u>1 086 208</u>	<u>1 268 402</u>
Avances du Fonds consolidé du Revenu (note 4)	1 385 500	1 292 300
	<u>2 471 708</u>	<u>2 560 702</u>
EXCÉDENT	944 052	585 305
	<u>3 415 760 \$</u>	<u>3 146 007 \$</u>

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds de reprographie
gouvernementale

Clermont Gignac
Sous-ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de reprographie gouvernementale, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01 et modifications), a pour objet de défrayer les coûts relatifs aux travaux de reprographie effectués dans les ateliers du ministère des Approvisionnements et Services pour le compte des ministères et organismes du Gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces travaux sont versées au Fonds et réutilisées aux mêmes fins.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement de transformation	20 et 10 %
Équipement de bureau et informatique	33 1/3 %
Véhicules	33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	1992			1991
	Coût ou * valeur attribuée	Amortisse- ment accumulé	Net	Net
Équipement de transformation	769 027 \$	283 680 \$	485 347 \$	401 573 \$
Équipement de bureau et informatique	108 520	52 879	55 641	23 898
Véhicules	11 086	11 086		2 207
Améliorations locatives	144 508	49 199	95 309	57 989
	<u>1 033 141 \$</u>	<u>396 844 \$</u>	<u>636 297 \$</u>	<u>485 667 \$</u>

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

3. IMMOBILISATIONS (suite)

	1992	1991
* Coût ou valeur attribuée		
Solde au début	718 430 \$	635 604 \$
Acquisitions	315 424	99 075
Dispositions	(713)	16 249
Solde à la fin	1 033 141 \$	718 430 \$

4. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1992	1991
Avances portant intérêts au taux préférentiel bancaire, sans modalités de remboursement, échéant le 1er octobre 1999 et remboursables par anticipation	1 385 500 \$	1 292 300 \$

5. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Revenus divers	7 965 875 \$	7 910 306 \$
Traitements et avantages sociaux	3 157 044	3 221 865
Intérêts sur avance du Fonds consolidé du revenu	134 241	102 295
Autres dépenses	1 766 914	810 198

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de reprographie gouvernementale du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 14 août 1992

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

(L.R.Q., c. A-10)

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS

REVENUS D'INTÉRÊTS ET SOLDE À VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
Solde au début	11 084 \$	11 404 \$
Revenus d'intérêts	15 720	11 084
Remise au Fonds consolidé du revenu	(11 084)	(11 404)
Solde à la fin	15 720 \$	11 084 \$

CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS

de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992			1991
	Détaillants	Grossistes	Total	Total
				(note 3)
Revenus d'intérêts	289 760 \$	322 327 \$	612 087 \$	834 926 \$
Contributions annulées	12 301	61 551	73 852	261 357
	302 061	383 878	685 939	1 096 283
Réclamations et frais de fiducie	586 662	610 368	1 197 030	396 491
Frais d'administra- tion - gouverne- ment du Québec	20 823	14 539	35 362	33 487
	607 485	624 907	1 232 392	429 978
(Perte nette) Revenu net	(305 424)	(241 029)	(546 453)	666 305
Solde au début				
Solde déjà établi	971 105	1 481 541	2 452 646	1 908 241
Redressement affecté à l'exercice anté- rieur (note 3)	16 300	105 600	121 900	
Solde redressé	987 405	1 587 141	2 574 546	1 908 241
(Perte nette) Revenu net	(305 424)	(241 029)	(546 453)	666 305
Solde à la fin	681 981 \$	1 346 112 \$	2 028 093 \$	2 574 546 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
		(note 3)
ACTIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Encaisse	28 449 \$	103 377 \$
Dépôts à court terme - au coût	250 000	75 000
Intérêts courus	1 761	1 407
Obligations et bons du trésor reçus en dépôt (valeur de réalisation: 717 841 \$; 1991: 740 402 \$)	715 000	751 000
	<u>995 210 \$</u>	<u>930 784 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Encaisse	291 132 \$	94 573 \$
Dépôts à court terme - au coût	7 150 000	6 925 000
Intérêts courus	49 693	57 184
	<u>7 490 825 \$</u>	<u>7 076 757 \$</u>
PASSIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 4)	979 490 \$	919 700 \$
Solde des intérêts à verser au Fonds consolidé du revenu	15 700	11 084
	<u>995 210 \$</u>	<u>930 784 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Réclamations et frais de fiducie à payer	588 134 \$	280 621 \$
Provision pour réclamations (note 6)	470 000	
Contributions de base	4 404 598	4 221 590
Avoir du fonds: Revenus accumulés	2 028 093	2 574 546
	<u>7 490 825 \$</u>	<u>7 076 757 \$</u>

ÉVENTUALITÉS (note 6)

La Présidente de l'Office de
la protection du consommateur,

Marie Bédard

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

1. COMPOSITION DES FONDS ET MODALITÉS D'OPÉRATION

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) et sont administrés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus d'intérêts provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Revenus et dépenses des fonds

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions à titre de cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations et bons du trésor reçus en dépôt

Les obligations et bons du trésor reçus en dépôt à titre de cautionnements individuels sont montrés à leur valeur nominale.

Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

Réclamations et frais de fiducie à payer

L'excédent des réclamations et des frais de fiducie à payer par le Fonds sur le montant des cautionnements individuels est présenté au passif des cautionnements collectifs.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ À L'EXERCICE ANTÉRIEUR

Une correction a été effectuée au compte réclamations et frais de fiducie à payer inscrit au 31 mars 1991 au bilan des cautionnements collectifs. Cette correction a pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états de l'année financière terminée le 31 mars 1991:

Réclamations et frais de fiducie à payer	(121 900)\$
Revenu net	121 900

4. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

	1992	1991
Solde au début	919 700 \$	849 340 \$
Dépôts de cautionnements	313 219	301 347
	<u>1 232 919</u>	<u>1 150 687</u>
Réclamations	6 529	41 987
Remises de cautionnements	146 000	69 000
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	100 900	120 000
	<u>253 429</u>	<u>230 987</u>
Solde à la fin	<u>979 490 \$</u>	<u>919 700 \$</u>

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES (suite)

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 24 540 833 \$ au 31 mars 1992 (22 630 000 \$ au 31 mars 1991). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

5. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

	1992	1991
Détaillants		
Solde au début	2 271 096 \$	2 255 118 \$
Contributions reçues	229 500	242 500
Contributions remboursées	(145 949)	(160 250)
Contributions annulées virées aux revenus	(12 301)	(66 272)
Solde à la fin	2 342 346	2 271 096
Grossistes		
Solde au début	1 950 494	1 984 829
Contributions reçues	252 500	220 750
Contributions remboursées	(79 191)	(60 000)
Contributions annulées virées aux revenus	(61 551)	(195 085)
Solde à la fin	2 062 252	1 950 494
Solde à la fin - détaillants et grossistes	4 404 598 \$	4 221 590 \$

6. ÉVENTUALITÉS

Selon un jugement de la Cour supérieure du Québec rendu en mars 1991, un fournisseur de services à une agence de voyages qui a cessé ses activités a pu être indemnisé en vertu de la Loi sur les agents de voyages et ses règlements. Suite à ce jugement, une modification au règlement sur les agents de voyages, entrée en vigueur le 14 mai 1992, fait en sorte que ce type de réclamation n'est plus recevable par l'Office de la protection du consommateur. Néanmoins, les fournisseurs de services lésés par une agence de voyages peuvent effectuer une réclamation à l'Office pour les événements survenus avant le 14 mai 1992. La réclamation à cet effet doit être transmise à l'intérieur d'un délai maximum de cinq ans.

L'Office de la protection du consommateur a l'intention de contester les réclamations reçues au montant de 2,6 M \$. À la date de préparation des états financiers, l'Office de la protection du consommateur n'est pas en mesure d'estimer de façon raisonnable le montant requis pour couvrir toutes les réclamations à venir. Cependant, pour les réclamations actuelles, une provision au montant de 470 000 \$ a été comptabilisée au 31 mars 1992.

De plus, une poursuite de 125 665 \$ a été intentée contre l'Office de la protection du consommateur par un créancier d'une agence de voyages représentant des consommateurs lésés.

Les montants que le Fonds pourrait être appelé à déboursier en excédent de la provision concernant ces éventualités seront considérés comme un redressement à affecter aux exercices antérieurs.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan des fonds des cautionnements des agents de voyages au 31 mars 1992 ainsi que l'état des revenus d'intérêts et solde à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels, l'état des revenus et dépenses ainsi que l'état des revenus accumulés du Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de ces fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de leurs opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 12 juin 1992

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
VENTES	22 229 319 \$	23 610 362 \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	2 210 233	3 166 789
Achats	18 058 164	19 063 569
Escomptes au comptant sur achats	(225 047)	(228 841)
	20 043 350	22 001 517
Stocks à la fin	1 945 032	2 210 233
	18 098 318	19 791 284
REVENU BRUT	4 131 001	3 819 078
AUTRES REVENUS	13 298	8 229
	4 144 299	3 827 307
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 469 154	1 230 982
Loyers	719 283	699 478
Services de transport - ameublement	475 079	385 848
Services de transport et de communication	315 475	278 952
Fournitures et approvisionnements	94 026	66 848
Entretien et réparations	40 920	22 874
Services professionnels, administratifs et autres	112 796	98 596
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	359 755	568 657
Amortissement des immobilisations	35 311	31 127
	3 621 799	3 383 362
REVENU NET	522 500	443 945
EXCÉDENT AU DÉBUT	777 708	333 763
EXCÉDENT À LA FIN	1 300 208 \$	777 708 \$

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	34 123 \$	110 088 \$
Débiteurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	4 354 771	4 214 307
Autres	769 804	713 915
Stocks	1 945 032	2 210 233
	<u>7 103 730</u>	<u>7 248 543</u>
Immobilisations (note 4)	278 581	200 279
	<u>7 382 311 \$</u>	<u>7 448 822 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	184 670 \$	580 285 \$
Autres	1 299 820	851 382
Taxe de vente	7 822	6 794
Intérêts courus	69 791	137 653
	<u>1 562 103</u>	<u>1 576 114</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 5)	4 520 000	5 095 000
	<u>6 082 103</u>	<u>6 671 114</u>
EXCÉDENT	1 300 208	777 708
	<u>7 382 311 \$</u>	<u>7 448 822 \$</u>

CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds des
fournitures et de l'ameublement

Clermont Gignac
Sous-ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds des fournitures et de l'ameublement, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01 et modifications), a pour objet de fournir, moyennant considération, des services d'approvisionnement en fournitures de bureau et de laboratoire, en formulaires et en ameublement à des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services.
Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks de fournitures et d'ameublement de bureau sont évalués au dernier coût d'acquisition.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de plus de 1000 \$ sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement informatique	20 %
Matériel de manutention	10 %
Matériel d'entrepôt	10 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	5 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services et d'autres dispositions législatives (1991, chapitre 72) sanctionnée le 18 décembre 1991 et entrée en vigueur le 1er avril 1992 a institué le Fonds des approvisionnements et services. Selon les dispositions de cette loi, ce Fonds continue les activités du Fonds des fournitures et de l'ameublement, du Fonds pour les équipements informatiques et du Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau.

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. IMMOBILISATIONS

	1992		1991
	Coût ou valeur attribuée *	Amortissement accumulé	Net
Équipement informatique	85 014 \$	20 713 \$	64 301 \$
Matériel de manutention	59 961	14 310	45 651
Matériel d'entrepôt	121 468	24 712	96 756
Mobilier de bureau	39 274	19 637	19 637
Améliorations locatives	52 924	688	52 236
	<u>358 641 \$</u>	<u>80 060 \$</u>	<u>278 581 \$</u>

	1992	1991
* Coût ou valeur attribuée		
Solde au début	245 027 \$	221 879 \$
Acquisitions	113 614	23 148
Solde à la fin	<u>358 641 \$</u>	<u>245 027 \$</u>

5. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1992	1991
Avances portant intérêts au taux préférentiel bancaire, sans modalités de remboursement, échéant le 1er octobre 1999 et remboursables par anticipation	<u>4 520 000 \$</u>	<u>5 095 000 \$</u>

6. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Revenus divers	19 344 600 \$	20 297 515 \$
Traitements et avantages sociaux	1 469 154	1 230 982
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	359 755	568 657
Autres dépenses	969 125	1 261 738

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds des fournitures et de l'ameublement du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 27 août 1992

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
REVENUS		
Services de placement médias (note 3)	11 895 205 \$	11 380 293 \$
Services d'audiovisuel et exposition	1 926 744	945 262
Services de traduction	861 460	933 650
	<u>14 683 409</u>	<u>13 259 205</u>
COÛT DES SERVICES RENDUS (note 4)		
Services de placement médias	10 680 990	10 773 156
Services d'audiovisuel et exposition	2 503 975	1 839 439
Services de traduction	994 725	1 218 319
	<u>14 179 690</u>	<u>13 830 914</u>
REVENU BRUT (PERTE BRUTE)	503 719	(571 709)
REVENUS D'INTÉRÊTS	10 443	
	<u>514 162</u>	<u>(571 709)</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 637 910	1 575 877
Entretien et réparations	43 789	50 332
Fournitures et approvisionnements	108 549	133 384
Intérêts sur avances du		
Fond consolidé du revenu	110 857	207 574
Location d'équipement	18 911	22 037
Loyers	535 000	757 050
Services informatiques	32 934	27 055
Services professionnels	9 243	41 326
Transports et communication	142 443	154 891
Amortissement des immobilisations	125 202	104 454
Divers	17 605	24 133
	<u>2 782 443</u>	<u>3 098 113</u>
PERTE AVANT SUBVENTION	2 268 281	3 669 822
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	2 363 600	2 647 650
REVENU NET (PERTE NETTE)	95 319	(1 022 172)
(DÉFICIT) EXCÉDENT AU DÉBUT	(170 702)	851 470
DÉFICIT À LA FIN	<u>75 383 \$</u>	<u>170 702 \$</u>

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (Perte nette)	95 319 \$	(1 022 172) \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	125 202	104 454
	220 521	(917 718)
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	262 032	(332 010)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'exploitation	482 553	(1 249 728)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances du Fonds consolidé du revenu		1 200 000
Remboursement des avances du Fonds consolidé du revenu	(367 000)	
Dû au Fonds consolidé du revenu suite au transfert d'immobilisations	(15 145)	311 143
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(382 145)	1 511 143
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Transfert d'immobilisations au gouvernement du Québec	15 145	
Acquisitions d'immobilisations	(115 221)	(439 414)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(100 076)	(439 414)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	332	(177 999)
ENCAISSE AU DÉBUT	14 577	192 576
ENCAISSE À LA FIN	14 909 \$	14 577 \$

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	14 909 \$	14 577 \$
Débiteurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	2 595 187	2 456 802
Autres	39 429	78 707
	2 649 525	2 550 086
Immobilisations (note 5)	386 438	411 564
	3 035 963 \$	2 961 650 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	344 242 \$	364 692 \$
Autres	1 612 828	1 251 117
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	833 000	1 200 000
Revenus reportés	19 878	
	2 809 948	2 815 809
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	301 398	316 543
	3 111 346	3 132 352
DÉFICIT	75 383	170 702
	3 035 963 \$	2 961 650 \$

François C. Reny
Administrateur du Fonds des moyens
de communication

Michel Roy
Sous-ministre des Communications

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des moyens de communication, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24 et modifications), a pour objet d'offrir les services de communication concernant la publicité, l'audiovisuel, l'exposition, la photographie et la traduction, pour le compte des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds par le gouvernement du Québec sont inscrites à la valeur attribuée par ce dernier. Les autres immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Équipement	20 %
Logiciels	33 1/3 %
Mobilier	20 %
Véhicules	33 1/3 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et elle n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

3. REVENUS - SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS

	1992	1991
Publicité	12 714 168 \$	12 371 226 \$
Honoraires et autres frais	149 187	293 390
	12 863 355	12 664 616
Moins:		
Escomptes accordés aux clients	968 150	1 284 323
	11 895 205 \$	11 380 293 \$

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. COÛT DES SERVICES RENDUS

	1992	1991
SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS		
Publicité	12 301 035 \$	12 099 991 \$
Honoraires et autres frais	144 169	291 780
	12 445 204	12 391 771
Moins:		
Escomptes obtenus des fournisseurs	1 764 214	1 618 615
	10 680 990 \$	10 773 156 \$
SERVICES D'AUDIOVISUEL ET EXPOSITION		
Traitement et avantages sociaux	1 292 354 \$	1 332 033 \$
Fournitures	332 206	78 581
Services professionnels	572 905	250 610
Location d'emplacement	192 077	116 431
Frais de déplacement	114 433	61 784
	2 503 975 \$	1 839 439 \$
SERVICES DE TRADUCTION		
Traitement et avantages sociaux	623 066 \$	648 389 \$
Fournitures	383	251
Services professionnels	368 411	561 246
Frais de déplacement	2 865	8 433
	994 725 \$	1 218 319 \$

5. IMMOBILISATIONS

	1992			1991
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement	407 089 \$	137 694 \$	269 395 \$	257 364 \$
Logiciels	32 195	24 039	8 156	18 877
Mobilier	118 537	46 705	71 832	97 396
Véhicules	76 583	39 528	37 055	37 927
	634 404 \$	247 966 \$	386 438 \$	411 564 \$

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Avances sous forme de crédit rotatif, d'un montant maximal de 6 M\$, consenties à titre de fonds de roulement venant à échéance le 31 mars 1999 et portant intérêt au taux préférentiel bancaire.

7. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1992	1991
Solde dû suite au transfert d'immobilisations du ministère des Communications, sans intérêt et sans modalité de remboursement	301 398 \$	316 543 \$

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

8. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES, ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX INCLUS DANS
LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Revenus		
Subventions du gouvernement du Québec	2 363 600 \$	2 647 650 \$
Autres - biens et services	14 102 504	12 752 274
Dépenses		
Intérêts sur avances du Fonds consolidé	110 857	207 574
Autres	854 914	946 285
Immobilisations		
Valeur brute	297 612 \$	316 543 \$
Valeur nette	162 332 \$	244 582 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des moyens de communication du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations et l'état de l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 6 juillet 1992

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
(L.Q., 1991, c. 26)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'exercice de trois mois terminé le 31 mars 1992

REVENUS

Services rendus	11 253 255 \$
-----------------	---------------

FRAIS D'OPÉRATIONS ET D'ADMINISTRATION

Traitements et avantages sociaux	4 849 719
Frais de déplacement	135 475
Communications	135 091
Services professionnels	84 498
Entretien et réparations	41 807
Loyers	1 347 049
Fournitures	123 506
Amortissement des immobilisations	130 857

6 848 002

REVENU NET ET EXCÉDENT AU 31 MARS 1992

4 405 253 \$

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

BILAN
 au 31 mars 1992

ACTIF

À court terme

Encaisse	2 145 440 \$
Débiteurs:	
Ministère et organismes du gouvernement du Québec	4 038 665
Autres	160 900
	<hr/>
	6 345 005
Immobilisations (note 3)	896 209
Frais reportés	250 000
	<hr/>
	7 491 214 \$
	<hr/>

PASSIF

À court terme

Créditeurs et frais courus:	
Ministère et organismes du gouvernement du Québec	1 664 550 \$
Autres	636 254
Dû au Fonds consolidé du revenu	9 602
Revenus perçus d'avance	775 555
	<hr/>
	3 085 961
EXCÉDENT	4 405 253
	<hr/>
	7 491 214 \$
	<hr/>

ÉVENTUALITÉS (note 4)

Clément Ménard
 Sous-ministre associé à l'enregistrement
 et sous-registraire du Québec

Jacques Chamberland
 Sous-ministre de la Justice et
 registraire du Québec

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES au 31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds des registres du ministère de la Justice, fonds spécial constitué par la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice (1991, chapitre 26), entrée en vigueur le 1er janvier 1992, a pour objets la gestion et le financement des biens et services fournis sous l'autorité du ministre de la Justice et qui sont reliés à l'enregistrement et à la publicité des documents d'État, des actes de l'état civil, des droits personnels, des droits réels mobiliers et immobiliers, ainsi que de tous les autres documents dont la loi prévoit l'inscription à un registre tenu dans un bureau d'enregistrement.

En plus des opérations actuelles des bureaux d'enregistrement, le Fonds a pour objet l'administration et le financement de l'élaboration, de la mise en oeuvre et du fonctionnement des nouveaux registres de l'état civil, des droits personnels, des droits réels mobiliers et immobiliers.

Ce Fonds est administré par le ministère de la Justice. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	Taux
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Matériel roulant	33 1/3 %
Équipement de bureautique et d'informatique	33 1/3 %
Logiciels	50 %

Frais reportés

Les frais reportés représentent le coût de contrat de développement du registre central de l'état civil. Ces frais seront portés aux opérations sur une période de 7 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de la mise en opération de ce registre.

Revenus

La date de démarcation des revenus de radiation est celle de la certification de la mention en marge sur les actes et la date de démarcation des revenus d'enregistrements officiels est celle de la réception de la demande de service.

Régimes de retraite

Les contributions de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées dans l'état des opérations et de l'excédent.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
au 31 mars 1992

3. IMMOBILISATIONS

	1992		
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Mobilier et équipement de bureau	890 494 \$	121 198 \$	769 296 \$
Matériel roulant	9 214	1 843	7 371
Équipement de bureautique et d'informatique	119 336	6 151	113 185
Logiciels	8 022	1 665	6 357
	<u>1 027 066 \$</u>	<u>130 857 \$</u>	<u>896 209 \$</u>

4. ÉVENTUALITÉS

Des poursuites totalisant 436 000 \$ ont été intentées contre le Fonds en rapport à des erreurs ou omissions commises par les registrateurs concernant principalement des inscriptions dans les registres ou des transmissions d'avis.

Les requérants demandent d'être indemnisés des dommages subis.

Tout paiement résultant du dénouement de ces poursuites sera porté aux résultats de l'année financière alors en cours.

5. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Dépenses

Traitements et avantages sociaux	70 347 \$
Autres	1 453 934

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des registres du ministère de la Justice du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice de trois mois terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend la contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice de trois mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 8 septembre 1992

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ
(L.R.Q., c. R-5)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1992
(en milliers de dollars)

	1992	1991
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions		
Des employeurs	2 754 067 \$	2 641 408 \$
Du Fonds consolidé du revenu	1 293 109	1 114 228
	<u>4 047 176 \$</u>	<u>3 755 636 \$</u>
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régime d'assurance-maladie	2 670 143 \$	2 434 932 \$
Services hospitaliers	1 377 033	1 320 704
	<u>4 047 176 \$</u>	<u>3 755 636 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1992
(en milliers de dollars)

	1992	1991
ACTIF		
Contributions à recevoir		
Des employeurs	97 606 \$	108 403 \$
Du Fonds consolidé du revenu	194 092 \$	183 551 \$
	<u>291 698 \$</u>	<u>291 954 \$</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	242 895 \$	237 753 \$
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	48 803	54 201
	<u>291 698 \$</u>	<u>291 954 \$</u>

Claude Séguin
Sous-ministre des Finances

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
31 mars 1992**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5 et modifications), a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Le Fonds est alimenté par les contributions des employeurs et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des contributions des employeurs est effectuée par le ministère du Revenu.

Les contributions des employeurs sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1er avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. INTÉGRATION AUX ÉTATS FINANCIERS ANNUELS DU GOUVERNEMENT

Les comptes du Fonds sont intégrés aux états financiers annuels du gouvernement du Québec.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que la provenance et la répartition des fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 10 août 1992

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1992	1991
REVENUS	100 173 180 \$	104 808 263 \$
COÛT (incluant l'amortissement des immobilisations de télécommunications de 1 841 839 \$; 1991: 2 360 403 \$)	90 848 565	95 667 761
REVENU BRUT	9 324 615	9 140 502
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 3)	4 361 128	5 687 513
REVENU NET	4 963 487	3 452 989
EXCÉDENT AU DÉBUT	4 912 512	1 459 523
	9 875 999	4 912 512
EXCÉDENT VERSÉ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	(700 000)	
EXCÉDENT À LA FIN	9 175 999 \$	4 912 512 \$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	4 963 487 \$	3 452 989 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	2 076 720	2 598 759
Perte sur aliénation d'immobilisations		474 206
	7 040 207	6 525 954
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	2 193 323	6 693 610
Liquidités provenant des activités d'exploitation	9 233 530	13 219 564
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme		(250 000)
Remboursements des avances du Fonds consolidé du revenu		(9 300 000)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(700 000)	
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(700 000)	(9 550 000)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(1 519 137)	(2 282 463)
Subvention du gouvernement du Canada comptabilisée en diminution des acquisitions d'immobilisations	440 449	323 250
Produit d'aliénation d'immobilisations		45 480
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(1 078 688)	(1 913 733)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	7 454 842	1 755 831
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	1 526 001	(229 830)
LIQUIDITÉS À LA FIN	8 980 843 \$	1 526 001 \$

Les liquidités comprennent l'encaisse.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	8 980 843 \$	
Placement temporaire - au coût (note 4)		1 800 000 \$
Débiteurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	8 525 197	11 104 171
Autres	2 540 163	3 193 748
Subventions à recevoir du gouvernement du Canada (note 5)	1 500 000	1 500 000
	21 546 203	17 597 919
Immobilisations (note 5)	9 388 548	10 386 580
	30 934 751 \$	27 984 499 \$
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse		273 999 \$
Créditeurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	590 034 \$	665 133
Autres	9 084 416	9 828 465
Revenus reportés	665 452	724 993
	10 339 902	11 492 590
Revenus reportés	522 898	683 445
Dû au Fonds consolidé du revenu sans intérêt et sans modalité de remboursement	10 895 952	10 895 952
	21 758 752	23 071 987
EXCÉDENT	9 175 999	4 912 512
	30 934 751 \$	27 984 499 \$

B. Beauchemin
Administrateur du Fonds des services de télécommunications

Michel Roy
Sous-ministre des Communications

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992**1. CONSTITUTION ET OBJETS**

Le Fonds des services de télécommunications, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objets de fournir, moyennant considération:

- Des services de télécommunications aux ministères, à l'exception des services désignés par le gouvernement pour les ministères qu'il détermine;
- Des services de télécommunications à la demande des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût.

Les subventions reçues à l'égard des immobilisations sont comptabilisées en diminution du coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement de radiocommunications	10 % et 20 %
Équipement de communications informatiques	20 % et 33 %
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Équipement de communications téléphoniques	10 %
Infrastructures de radiocommunications	5 %
Matériel roulant	33 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %

Revenus reportés

Les revenus de services perçus d'avance pour de l'équipement de communications informatiques et téléphoniques sont reportés et imputés aux opérations au même rythme que l'amortissement de cet équipement.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1992	1991
Traitements et avantages sociaux	2 398 282 \$	2 545 509 \$
Honoraires professionnels	1 100 512	1 943 510
Voyages et messageries	213 349	222 444
Traitement informatique et développement	131 119	76 514
Formation	57 657	60 603
Loyers	361 380	340 391
Location d'équipement	37 837	34 308
Entretien et réparations	65 911	48 035
Fournitures	149 284	116 997
Publicité	62 884	49 553
Abonnements et cotisations	43 343	42 417
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	14	330 256
Autres intérêts	3 145	539
Amortissement de l'équipement de bureautique et d'informatique	166 971	170 030
Amortissement du mobilier de bureau	41 900	44 937
Amortissement des améliorations locatives	26 010	23 389
Perte sur aliénation d'immobilisations		474 206
	<u>4 859 598</u>	<u>6 523 638</u>
Moins:		
Subvention du gouvernement du Canada	498 470	836 125
	<u>4 361 128 \$</u>	<u>5 687 513 \$</u>

4. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts perçus sur les placements temporaires de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent du Fonds.

5. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En vertu du programme conjoint de protection civile, le gouvernement du Canada verse annuellement au Fonds, des subventions pouvant atteindre 1,5 M\$, pour le développement du réseau intersites de radiocommunications du gouvernement du Québec. Ce projet devrait se terminer en 1993-1994. Ces subventions qui étaient à recevoir au 31 mars, sont comptabilisées en diminution des éléments suivants:

	1992	1991
Coût des services de télécommunications	561 081 \$	340 625 \$
Frais d'administration	498 470	836 125
Immobilisations	440 449	323 250
	<u>1 500 000 \$</u>	<u>1 500 000 \$</u>

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

6. IMMOBILISATIONS

	1992		1991
	Coût net ou valeur attribuée *	Amortissement accumulé	Net
Équipement de radio- communications	4 761 155 \$	1 751 150 \$	3 010 005 \$
Équipement de communi- cations informatiques	5 778 824	4 725 972	1 052 852
Équipement de bureau- tique et informatique	1 051 395	637 239	414 156
Équipement de communi- cations téléphoniques	116 244	40 685	75 559
Infrastructure de ra- diocommunications	6 255 476	1 704 181	4 551 295
Matériel roulant	258 726	129 590	129 136
Mobilier de bureau	251 065	167 550	83 515
Améliorations locatives	132 009	59 979	72 030
	<u>18 604 894 \$</u>	<u>9 216 346 \$</u>	<u>9 388 548 \$</u>
			<u>10 386 580 \$</u>

* Les subventions du gouvernement du Canada comptabilisées en diminution des immobilisations se répartissent comme suit:

	Au 31 mars 1991	Imputation de l'année	Au 31 mars 1992
Équipement de radiocommunications	515 805 \$	316 266 \$	832 071 \$
Équipement de bureautique et informatique	246 016	2 022	248 038
Infrastructure de radiocommunications	1 008 636	39 543	1 048 179
Mobilier de bureau	66 187		66 187
Matériel roulant		82 618	82 618
	<u>1 836 644 \$</u>	<u>440 449 \$</u>	<u>2 277 093 \$</u>

7. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Revenus	81 329 367 \$	85 093 676 \$
Dépenses		
Coût des services de télécommunications (autres dépenses)	1 139 354	953 209
Frais d'administration:		
Honoraires professionnels	168 737	93 698
Loyers	356 492	340 391
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	14	330 256
Autres	145 792	120 452
Immobilisations	9 059	35 355

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1991 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1992.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de télécommunications du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 10 août 1992

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
SERVICES INFORMATIQUES		
Revenus	23 963 956 \$	26 702 430 \$
Coût	19 402 328	22 624 846
Revenu brut	4 561 628	4 077 584
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 811 866	1 712 399
Honoraires professionnels	104 847	165 964
Déplacements	38 821	33 010
Communication	40 230	45 941
Loyers	426 323	409 946
Matériel informatique et équipement	55 018	40 524
Transport et entreposage	33 758	31 851
Fournitures	121 674	121 466
Formation	26 197	20 200
Autres frais	31 983	43 355
Perte sur aliénations d'immobilisations	24 953	63 241
Amortissement du mobilier de bureau	154 035	156 884
	2 869 705	2 844 781
REVENU NET	1 691 923 \$	1 232 803 \$

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
SOLDE AU DÉBUT	3 759 979 \$	2 527 176 \$
Revenu net	1 691 923	1 232 803
	5 451 902	3 759 979
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	400 000	
SOLDE À LA FIN	5 051 902 \$	3 759 979 \$

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	1 691 923 \$	1 232 803 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	902 830	1 015 056
Perte sur aliénations d'immobilisations	24 953	63 241
	2 619 706	2 311 100
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(432 262)	(109 587)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	2 187 444	2 201 513
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursements sur obligations découlant de contrats de location-acquisition	(15 709)	(17 675)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(400 000)	
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(415 709)	(17 675)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(384 182)	(1 027 603)
Produits d'aliénations d'immobilisations	14 337	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(369 845)	(1 027 603)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	1 401 890	1 156 235
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	2 593 833	1 437 598
LIQUIDITÉS À LA FIN	3 995 723 \$	2 593 833 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le placement temporaire.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	995 723 \$	693 833 \$
Placement temporaire - au coût (note 5)	3 000 000	1 900 000
Débiteurs	4 104 784	3 973 535
Frais payés d'avance	395 607	333 864
	<u>8 496 114</u>	<u>6 901 232</u>
Immobilisations (note 6)	1 611 489	2 169 427
	<u>10 107 603 \$</u>	<u>9 070 659 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1 099 786 \$	1 339 056 \$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	1 410	15 709
	<u>1 101 196</u>	<u>1 354 765</u>
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 7)		1 410
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	3 954 505	3 954 505
	<u>5 055 701</u>	<u>5 310 680</u>
EXCÉDENT	5 051 902	3 759 979
	<u>10 107 603 \$</u>	<u>9 070 659 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 9)

Éric Martin
Administrateur du Fonds des
services informatiques

Michel Roy
Sous-ministre des Communications

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet de financer les coûts des services informatiques fournis par le ministère des Communications à la demande des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Équipement d'informatique	20% et 33 %
Mobilier de bureau	20 %
Logiciels	33 %

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis de la même manière que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RRÉGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

3. REVENUS - SERVICES INFORMATIQUES

	1992	1991
Traitement différé	4 878 272 \$	5 647 227 \$
Traitement en temps partagé	2 839 454	2 946 796
Traitement en direct	8 747 971	8 866 937
Stockage	4 489 037	4 579 718
Impression	1 064 723	1 146 317
Accès à l'ordinateur	1 058 370	1 056 261
Exploitation	187 938	205 415
Développement et maintenance	3 632 603	3 714 740
Locations diverses	942 240	897 884
Relève	476 700	512 309
	28 317 308	29 573 604
Escompte de volume	4 353 352	2 871 174
	23 963 956 \$	26 702 430 \$

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. COÛT - SERVICES INFORMATIQUES

	1992	1991
Dépenses de fonctionnement:		
Traitements et avantages sociaux	8 700 777 \$	7 849 448 \$
Déplacements	77 379	54 378
Communication	203 449	201 501
Formation	159 250	153 667
Personnel de soutien		166 719
Loyers	1 705 293	1 618 404
Amortissement de l'équipement d'informatique	546 258	445 603
Amortissement des logiciels	202 537	412 569
	<u>11 594 943</u>	<u>10 902 289</u>
Achat et locations de services:		
Services professionnels	1 087 039	1 285 472
Entretien de l'équipement d'informatique	1 061 779	688 875
Entretien des logiciels	463 125	379 099
Location de l'équipement d'informatique	3 755 844	7 932 555
Locations des logiciels	1 016 845	890 616
Fournitures informatiques	185 966	295 558
Relève externe	236 787	250 382
	<u>7 807 385</u>	<u>11 722 557</u>
	<u>19 402 328 \$</u>	<u>22 624 846 \$</u>

5. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts perçus sur les placements temporaires de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

6. IMMOBILISATIONS

	1992		1991	
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement d'informatique	2 647 196 \$	1 443 989 \$	1 203 207 \$	1 462 587 \$
Mobilier de bureau	771 100	631 162	139 938	299 691
Logiciels	1 724 578	1 466 376	258 202	379 406
	<u>5 142 874</u>	<u>3 541 527</u>	<u>1 601 347</u>	<u>2 141 684</u>
Équipement d'informatique détenu en vertu de contrats de location- acquisition	67 614	57 472	10 142	27 743
	<u>5 210 488 \$</u>	<u>3 598 999 \$</u>	<u>1 611 489 \$</u>	<u>2 169 427 \$</u>

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

7. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimaux exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

Total des paiements minimaux exigibles	1 592 \$
Montant représentant les intérêts à un taux de 11,43 %	182
	<u>1 410</u>
Versements échéant en deçà d'un an	<u>1 410</u>

8. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1992	1991
Effet à payer, sans intérêt jusqu'au 31 mars 2000, sans modalités de remboursement	<u>3 954 505 \$</u>	<u>3 954 505 \$</u>

9. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé en vertu de contrats à long terme s'échelonnant jusqu'en 1997 pour la location et l'entretien d'équipement d'informatique et de logiciels.

La dépense de l'année financière terminée le 31 mars 1992 concernant ces biens s'élève à 6 297 593 \$ et a été comptabilisée au coût des services informatiques. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

1993	3 986 397 \$
1994	1 219 262
1995	353 723
1996	237 296
1997	139 976
	<u>5 936 654 \$</u>

10. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Revenus divers	23 811 153 \$	26 532 868 \$
Autres dépenses	6 383 290	9 290 456
Bilan		
Débiteurs	4 078 174	3 952 019
Frais payés d'avance	28 563	24 200
Créditeurs et frais courus	477 069	751 171
Dû au Fonds consolidé du revenu	<u>3 954 505</u>	<u>3 954 505</u>

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 14 août 1992

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE
(L.R.Q., c. M-15.1)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
VENTES	2 280 344 \$	2 563 957 \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 3)	935 365	1 330 087
REVENU BRUT	1 344 979	1 233 870
REVENU NET DE SERVICES SPÉCIALISÉS (note 4)	222 805	294 311
AUTRES REVENUS	4 854	49 920
	1 572 638	1 578 101
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 047 504	1 197 177
Honoraires professionnels	14 872	59 207
Communications	54 799	57 306
Loyers	171 733	195 082
Entretien et réparations	24 574	40 505
Fournitures et approvisionnements	29 622	50 743
Mauvaises créances	9 199	2 894
Intérêts et frais bancaires	1 967	20 237
Matériel et équipement	7 638	49 917
Amortissement des immobilisations	67 804	101 139
Amortissement des frais reportés	10 824	
	1 440 536	1 774 207
REVENU NET (PERTE NETTE)	132 102	(196 106)
DÉFICIT AU DÉBUT	534 188	338 082
DÉFICIT À LA FIN	402 086 \$	534 188 \$

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	682 945 \$	676 962 \$
Débiteurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	493 994	400 442
Autres	213 789	463 676
Contributions pour des services spécialisés à recevoir:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	304 960	216 142
Autres	139 765	201 451
Stocks	298 687	255 340
Frais payés d'avance	6 186	
	2 140 326	2 214 013
Immobilisations (note 5)	156 976	319 294
Frais reportés	97 416	
	2 394 718 \$	2 533 307 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	374 300 \$	500 201 \$
Autres	650 477	431 378
Revenus reportés:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	1 070 369	1 308 345
Autres	253 222	379 135
	2 348 368	2 619 059
Avance du Fonds consolidé du revenu, sans intérêts et sans modalités de remboursement	448 436	448 436
	2 796 804	3 067 495
DÉFICIT	402 086	534 188
	2 394 718 \$	2 533 307 \$

Francine Beaulieu
Administratrice du Fonds d'information
géographique et foncière

Guy Morneau
Sous-ministre associé aux terres

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'information géographique et foncière, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1 et modifications) a pour objet d'offrir la prestation, sur demande et à titre onéreux, de services spécialisés de prise de vues aériennes, de cartographie, de géodésie, de télédétection, d'arpentage et de cadastre ainsi que la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information dans les domaines mentionnés précédemment.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Énergie et des Ressources. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks de documents photographiques et cartographiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement, dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus, sont capitalisées sauf celles effectuées dans le cadre des projets spécifiques des services spécialisés. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Frais reportés

Les frais reportés représentent le coût du droit d'utilisation pour une période de 10 ans d'équipements informatiques et des données qu'ils contiennent. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

3. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1992	1991
Stocks au début	255 340 \$	284 467 \$
Achats	978 712	1 300 960
	1 234 052	1 585 427
Stocks à la fin	298 687	255 340
	935 365 \$	1 330 087 \$

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. REVENU NET DE SERVICES SPÉCIALISÉS

	1992	1991
Revenus	3 315 176 \$	3 425 694 \$
Dépenses		
Traitements et avantages sociaux	94 715	41 563
Honoraires professionnels	2 571 828	3 029 926
Fournitures et approvisionnements	22 607	22 317
Matériel et équipement *	352 760	1 588
Frais de déplacement	50 461	35 989
	3 092 371	3 131 383
	222 805 \$	294 311 \$

* Le coût du matériel et de l'équipement relatif à la réalisation de projets spécifiques est imputé aux dépenses lors de l'acquisition. Les contributions comptabilisées comme revenus reportés et servant à défrayer ces acquisitions sont virées aux revenus au même moment.

5. IMMOBILISATIONS

	1992		1991
	Coût ou valeur attribuée *	Amortissement accumulé	Net
Matériel et équipement	339 021 \$	182 045 \$	156 976 \$
			319 294 \$

* Coût ou valeur attribuée

Solde au début	505 695 \$	428 108 \$
Acquisitions	13 726	108 149
Dispositions	(180 400)	(30 562)
Solde à la fin	339 021 \$	505 695 \$

6. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992	1991
Revenus divers	4 190 723 \$	4 294 124 \$
Autres dépenses	214 125	273 697

7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1991 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1992.

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'information géographique et foncière du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 21 septembre 1992

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. B-8)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
REVENUS		
Services rendus	1 134 816 \$	1 037 307 \$
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	651 595	643 439
Honoraires professionnels	43 770	12 462
Frais de déplacement et de séjour	568	2 329
Communications	55 463	55 794
Services informatiques	107 021	102 236
Bandes de données statistiques	28 063	33 160
Logiciels et matériel informatique	12 324	28 554
Impressions et frais de bureau	84 265	107 022
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	32 429	38 221
Autres	20 287	12 965
Amortissement des immobilisations	47 922	35 108
Amortissement des frais reportés	4 098	4 098
	<u>1 087 805</u>	<u>1 075 388</u>
REVENU NET (PERTE NETTE)	47 011	(38 081)
DÉFICIT AU DÉBUT	<u>(38 081)</u>	
EXCÉDENT AU 31 MARS 1992 VIRÉ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	<u>8 930 \$</u>	
DÉFICIT À LA FIN		<u>(38 081) \$</u>

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	28 590 \$	
Débiteurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	195 384	159 831 \$
Autres	192 745	121 823
Travaux en cours:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	33 552	
Autres	24 750	1 330
Frais payés d'avance	475	6 508
	475 496	289 492
Immobilisations (note 3)	78 513	98 697
Frais reportés	7 914	12 012
	561 923 \$	400 201 \$
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse		32 650 \$
Créditeurs:		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	40 804 \$	41 779
Autres	39 983	18 309
Avances de clients sur contrats de service:		
Ministères et organismes du gouvernement	31 027	
Autres	12 000	
Intérêts courus	8 179	9 544
Dû au Fonds consolidé du revenu	8 930	
	140 923	102 282
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 4)	421 000	336 000
DÉFICIT		38 081
	561 923 \$	400 201 \$

Richard Lapointe
Administrateur du Fonds du Bureau
de la statistique du Québec

Alain Rhéaume
Sous-ministre des Finances

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre B-8), a pour objet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture de services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

Les surplus du Fonds sont intégralement remis au Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont capitalisées et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. Les autres immobilisations sont imputées aux opérations.

Frais reportés

Les coûts des données de recensement sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans à compter de la date de leur utilisation.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

3. IMMOBILISATIONS

	1992			1991
	Coût *	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement informatique	182 934 \$	114 541 \$	68 393 \$	97 537 \$
Mobilier et équipement	15 313	5 193	10 120	1 160
	<u>198 247 \$</u>	<u>119 734 \$</u>	<u>78 513 \$</u>	<u>98 697 \$</u>
* Coût			1992	1991
Solde au début			170 509 \$	70 594 \$
Acquisitions			27 738	99 915
Solde à la fin			<u>198 247 \$</u>	<u>170 509 \$</u>

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

4. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1992	1991
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, échéant le 31 décembre 1997 et remboursables par anticipation	421 000 \$	336 000 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Compte tenu de l'absence d'un système d'information de gestion adéquat au Bureau de la statistique du Québec, je n'ai pu m'assurer de l'intégralité et de l'exactitude du montant des traitements et avantages sociaux qui auraient dû être imputé au Fonds pour services rendus sur des projets de production statistique. Par conséquent, ma vérification s'est limitée au montant des traitements et des avantages sociaux versés par le Fonds et je n'ai pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés à la dépense de traitements et avantages sociaux et au revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1992 ainsi qu'à l'actif et au passif à cette date.

À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements dont il est question au paragraphe précédent, que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier adéquatement la dépense de traitements et avantages sociaux, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Dans mon rapport du vérificateur sur les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1991 présentés pour fin de comparaison, j'ai formulé la même restriction que celle mentionnée précédemment à l'égard de l'intégralité et de l'exactitude du montant des traitements et avantages sociaux.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 18 août 1992

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

REVENUS

Services	32 998 393 \$
Autres	324 009
	<hr/>
	33 322 402

FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

Traitements et avantages sociaux	10 378 561
Entretien et réparations	5 737 654
Pièces de rechange et fournitures	2 312 527
Carburant	3 985 438
Transport et communication	919 918
Loyers - immeubles	1 941 946
Loyers - aéronefs et équipements	245 065
Services professionnels, administratifs et autres	608 242
Matériel, équipement et autres dépenses	53 789
Intérêts sur dette à long terme	2 257 531
Amortissement des immobilisations	1 453 344
Amortissement des frais reportés	15 895
	<hr/>
	29 909 910
	<hr/>
REVENU NET ET EXCÉDENT AU 31 MARS 1992	3 412 492 \$

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Revenu net	3 412 492 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:	
Amortissement des immobilisations	1 453 344
Amortissement des frais reportés	15 895
	<hr/>
	4 881 731
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(964 779)
	<hr/>
Liquidités provenant des activités d'exploitation	3 916 952
	<hr/>

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Obligations découlant de contrats de location-acquisition:	
Obligations	6 613 607
Remboursements	(1 196 341)
Remboursement de l'avance du Fonds consolidé du revenu	(4 684 000)
Frais reportés	(148 358)
	<hr/>
Liquidités provenant des activités de financement	584 908
	<hr/>

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Dépôt en garantie sur contrat de location- acquisition	(2 379 800)
Acquisition d'immobilisations	(6 694 466)
	<hr/>
Liquidités utilisés pour les activités d'investissement	(9 074 266)
	<hr/>

DIMINUTION DES LIQUIDITÉS

4 572 406

ENCAISSE AU DÉBUT

15 480 956

ENCAISSE À LA FIN

10 908 550 \$

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

BILAN
au 31 mars 1992

	Bilan au 31 mars 1992	Bilan d'ouverture au 1er avril 1991
ACTIF		
À court terme		
Encaisse (note 3)	10 908 550 \$	15 480 956 \$
Débiteurs:		
Ministères, organismes et entreprises du gouvernement du Québec	1 195 959	1 021 282
Autres	260 223	341 973
Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant	8 877 515	6 813 946
Dépôt sur acquisition d'un avion		641 624
	<u>21 242 247</u>	<u>24 299 781</u>
Dépôt en garantie sur contrat de location- acquisition (note 4)	2 379 800	
Immobilisations (note 5)	47 170 400	41 929 278
Frais reportés	132 463	
	<u>70 924 910 \$</u>	<u>66 229 059 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	1 952 770 \$	1 402 677 \$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	1 220 851	851 961
	<u>3 173 621</u>	<u>2 254 638</u>
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	21 306 162	16 257 786
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	43 032 635	43 032 635
Avance du Fonds consolidé du revenu		4 684 000
	<u>67 512 418</u>	<u>66 229 059</u>
EXCÉDENT	3 412 492	
	<u>70 924 910 \$</u>	<u>66 229 059 \$</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 8)

Gaston Couillard
Administrateur du Fonds du service
aérien gouvernementalJean-Claude Careau
Sous-ministre des Approvisionnements
et Services par intérim

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du service aérien gouvernemental, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01 et modifications), a pour objet de financer les coûts des services de transport aérien fournis par le ministère des Approvisionnement et Services, dans le cadre de fonctions ou de missions gouvernementales.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er avril 1991. Ce Fonds succède au Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental dont les opérations ont cessé le 31 mars 1991. À cette date, l'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental ainsi que toutes les transactions conclues entre ce Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs ont été transférés par le gouvernement du Québec au Fonds du service aérien gouvernemental. De plus, à cette même date, d'autres actifs du gouvernement du Québec ont été transférés au Fonds.

L'administration du Fonds a été transférée le 18 décembre 1991 du ministère des Transports au ministère des Approvisionnement et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant

Les pièces de rechange, fournitures et carburant sont inscrits au moindre du prix coûtant ou de la valeur de réalisation nette. Le prix coûtant est établi selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon les méthodes et les taux suivants compte tenu de la valeur résiduelle:

	Méthode	Taux
Aéronef de type Cheyenne	Linéaire	10 %
Autres aéronefs	Linéaire	6 2/3 %
Modifications aux aéronefs	Linéaire	20 %
Mobilier, matériel et équipement	Dégressif	20 %

Frais reportés

Ce poste représente les gains ou pertes de change non matérialisés se rapportant à des éléments monétaires à long terme. Ces frais reportés sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie restante de l'actif et du passif auxquels ils se rapportent.

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

Conversion de devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'année financière sont convertis au taux de change prévalant à la date du paiement. Les créditeurs et les débiteurs sont convertis au taux de change prévalant à la date du bilan.

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Les frais de cotisation à la Commission de la santé et de la sécurité au travail, les frais de télécommunications et les frais de traitement informatique, défrayés à même les crédits du ministère des Transports, ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. ENCAISSE

L'encaisse du Fonds est conservée dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministre des Finances. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts perçus sur l'encaisse sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

4. DÉPÔT EN GARANTIE SUR CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Ce dépôt échéant le 15 juillet 2001 porte intérêt au taux du marché pour un dépôt à terme de trois mois à deux ans au choix du Fonds (4,16 % au 31 mars 1992).

5. IMMOBILISATIONS

	31 mars 1992			1er avril 1991
	Coût ou valeur attribuée	Amortis- sement accumulé	Net	Valeur attribuée
Avions CL-215 T	25 014 406 \$	*	25 014 406 \$	25 014 406 \$
Autres aéronefs	32		32	32
Modifications aux aéronefs	151 980	*	151 980	
Mobilier, matériel et équipement	524 888	92 680 \$	432 208	401 910
	<u>25 691 306</u>	<u>92 680</u>	<u>25 598 626</u>	<u>25 416 348</u>
Immobilisations détenues en vertu des contrats de location-acquisition:				
Aéronef de type Cheyenne	2 742 677	232 716	2 509 961	
Autres aéronefs	20 060 079	1 102 012	18 958 067	16 383 248
Équipement informatique	129 682	25 936	103 746	129 682
	<u>22 932 438</u>	<u>1 360 664</u>	<u>21 571 774</u>	<u>16 512 930</u>
	<u>48 623 744 \$</u>	<u>1 453 344 \$</u>	<u>47 170 400 \$</u>	<u>41 929 278 \$</u>

* Les avions CL-215 T n'ont reçu leur accréditation de vol qu'à la fin de l'année financière. De plus les modifications aux autres aéronefs n'ont été faites qu'en fin d'année financière. Par conséquent, aucun amortissement n'a été comptabilisé.

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

1993	3 406 758 \$
1994	3 249 902
1995	3 249 902
1996	3 249 902
1997	3 249 902
1998 à 2005	21 028 198
Total des paiements minimums exigibles	37 434 564
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles à des taux variant de 9,25 % à 14,5 %	14 907 551
	22 527 013
Versements échéant en deçà d'un an	1 220 851
	21 306 162 \$

7. DÙ AU FOND CONSOLIDÉ DU REVENU

	31 mars 1992	1er avril 1991
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental sans intérêts et sans modalités de remboursement	27 727 266 \$	27 727 266 \$
Solde dû suite au transfert d'immobilisations du ministère des Transports, sans intérêts et sans modalités de remboursement	15 305 369	15 305 369
	43 032 635 \$	43 032 635 \$

8. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 5 août 1992, le Fonds a été autorisé à acquérir huit avions-citernes CL-415. À cette fin, le Fonds a versé un dépôt de 68 093 143 \$ au vendeur le 13 août 1992 à même une avance du ministre des Finances du même montant portant intérêts au taux préférentiel d'une banque canadienne.

La livraison des huit avions-citernes s'échelonnera d'avril 1994 à octobre 1996 et leur coût d'acquisition prévu est d'environ 157 000 000 \$.

9. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Revenus

Services 17 651 704 \$

Dépenses

Loyers - immeubles 1 904 578
Autres 37 133

FONDS DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan d'ouverture au 1er avril 1991 et le bilan au 31 mars 1992 du Fonds du service aérien gouvernemental du gouvernement du Québec ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée le 31 mars 1992. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 1er avril 1991 et au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée le 31 mars 1992 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 16 novembre 1992

FONDS EN FIDÉICOMMIS
(L.R.Q., c. D-5)

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

Dépôts provenant de	Solde au 31 mars 1991	Dépôts reçus ou encaissés	Dépôts rem- boursés ou remis au Fonds conso- lidé du revenu	Solde au 31 mars 1992
Sociétés, organismes et particuliers	50 218 505 \$	78 363 735 \$	78 140 338 \$	50 441 902 \$
Officiers de justice	48 653 482	148 858 243	142 233 412	55 278 313
Municipalités	1 269 485	1 218 845	926 330	1 562 000
	<u>100 141 472 \$</u>	<u>228 440 823 \$</u>	<u>221 300 080 \$</u>	<u>107 282 215 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
Encaisse	2 043 714 \$	1 301 012 \$
Valeurs détenues:		
Obligations	40 770 183	43 419 019
Bons du trésor de gouvernements	1 685 000	312 000
Avances au Fonds consolidé du revenu	62 783 318	55 109 441
	<u>107 282 215 \$</u>	<u>100 141 472 \$</u>
PASSIF		
Dépôts:		
Sociétés, organismes et particuliers	50 441 902 \$	50 218 505 \$
Officiers de justice	55 278 313	48 653 482
Municipalités	1 562 000	1 269 485
	<u>107 282 215 \$</u>	<u>100 141 472 \$</u>

Claude Séguin
Sous-ministre des Finances

FONDS EN FIDÉICOMMIS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1992**

1. NATURE DES FONDS EN FIDÉICOMMIS ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES

Les Fonds en fidéicommis sont composés principalement de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu des lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers.

Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5 et modifications).

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTION COMPTABLE

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des Fonds en fidéicommis administrés par le gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe au Sous-Ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation de la convention comptable suivie ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des Fonds en fidéicommis au 31 mars 1992, ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis cette convention a été appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 10 juillet 1992

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
		(note 3)
REVENUS		
Ventes et abonnements	8 969 845 \$	9 108 111 \$
Services et autres	92 218	269 992
	9 062 063	9 378 103
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 3)	5 775 733	5 628 930
REVENU BRUT	3 286 330	3 749 173
FRAIS DE COMMERCIALISATION (note 4)	4 669 398	4 524 104
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 4)	1 878 754	2 051 438
	6 548 152	6 575 542
PERTE AVANT SUBVENTION	3 261 822	2 826 369
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	3 227 684	3 980 286
(PERTE NETTE) REVENU NET	(34 138)	1 153 917
EXCÉDENT (DÉFICIT) AU DÉBUT	904 961	(248 956)
EXCÉDENT À LA FIN	870 823 \$	904 961 \$

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(34 138) \$	1 153 917 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	132 262	187 523
Amortissement des frais reportés	64 490	53 546
	162 614	1 394 986
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	1 074 669	(1 726 746)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'exploitation	1 237 283	(331 760)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions:		
Immobilisations	(45 388)	(121 695)
Frais reportés	(103 730)	(93 512)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(149 118)	(215 207)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	1 088 165	(546 967)
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	253 930	800 897
LIQUIDITÉS À LA FIN	1 342 095 \$	253 930 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le placement temporaire.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	842 095 \$	253 930 \$
Placement temporaire - au coût (note 5)	500 000	
Débiteurs	1 328 226	1 538 261
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec		332 786
Travaux en cours	169 427	71 273
Stocks	1 889 824	2 121 290
	<u>4 729 572</u>	<u>4 317 540</u>
Immobilisations (note 6)	318 780	405 654
Frais reportés (note 7)	248 094	208 854
	<u>5 296 446 \$</u>	<u>4 932 048 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	1 641 306 \$	1 268 446 \$
Revenus perçus d'avance	823 459	797 783
	<u>2 464 765</u>	<u>2 066 229</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	1 960 858	1 960 858
	<u>4 425 623</u>	<u>4 027 087</u>
EXCÉDENT	870 823	904 961
	<u>5 296 446 \$</u>	<u>4 932 048 \$</u>

Jean-Paul Gagné
Administrateur du Fonds Les
Publications du Québec

Michel Roy
Sous-ministre des Communications

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1992****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds Les Publications du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24 et modifications), a pour objet le financement des activités de l'Éditeur officiel du Québec et celles relatives à la vente de ses produits ainsi que tous les services fournis par le ministre des Communications dans la gestion des droits d'auteur, l'édition, la publication, la diffusion et la commercialisation de documents.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Revenus d'abonnements

Les revenus d'abonnements provenant de publications dont le nombre de parutions est indéterminé, sont comptabilisés uniformément sur la durée de l'abonnement. Pour celles dont le nombre de parutions est déterminé, les revenus d'abonnements sont comptabilisés au fur et à mesure de leur parution.

Redevances

Les opérations reliées au paiement ou à la réception de redevances sont établies et comptabilisées aux dates spécifiées aux ententes.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

Travaux en cours

Les travaux en cours ne comprennent que les frais directs d'édition.

Stocks

Les stocks de livres et autres articles sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du prix de revient complet est utilisée dans le calcul du coût.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

Frais reportés

Les frais reportés transférés au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisés à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres frais reportés sont inscrits au coût. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

3. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1992	1991
Travaux en cours au début	71 273 \$	131 908 \$
Frais directs d'édition	3 721 654	4 393 822
Main-d'oeuvre directe d'édition	1 003 421	953 288
Frais généraux d'édition:		
Traitements et avantages sociaux	299 723	284 748
Honoraires professionnels	30 436	58 434
Transport et communications	20 223	18 516
Loyers	131 065	151 688
Entretien et réparations	3 327	1 671
Fournitures et approvisionnements	14 243	16 572
Matériel et équipement	8 080	3 417
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	25 721	21 310
	532 818	556 356
	5 329 166	6 035 374
Travaux en cours à la fin	169 427	71 273
Coût des produits édités	5 159 739	5 964 101
Achats de marchandises pour la revente	464 471	341 144
	5 624 210	6 305 245
Moins: coûts facturés aux clients	(79 943)	(114 008)
	5 544 267	6 191 237
Stocks au début	2 121 290	1 558 983
	7 665 557	7 750 220
Stocks à la fin	1 889 824	2 121 290
	5 775 733 \$	5 628 930 \$

4. FRAIS DE COMMERCIALISATION ET D'ADMINISTRATION

	1992		1991	
	Frais de commercia- lisation	Frais d'adminis- tration	Frais de commercia- lisation	Frais d'adminis- tration
Traitements et avantages sociaux	2 471 271 \$	1 081 232 \$	2 224 819 \$	1 271 527 \$
Honoraires professionnels	216 953	230 469	244 501	210 295
Transport et communications	1 066 503	252 623	1 108 462	216 224
Loyers	700 304	103 692	696 023	157 694
Entretien et réparations	29 912	30 485	20 056	17 269
Fournitures et approvisionnements	104 151	50 285	115 748	44 726
Matériel et équipement	11 627	10 105	9 963	4 854
Autres	100	17 409	1 582	12 040
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	68 577	102 454	102 950	116 809
	4 669 398 \$	1 878 754 \$	4 524 104 \$	2 051 438 \$

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

5. PLACEMENT TEMPORAIRE

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts perçus à l'égard de ces surplus sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent du Fonds Les Publications du Québec.

6. IMMOBILISATIONS

	1992		1991
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Équipement informatique	313 830 \$	190 469 \$	123 361 \$
Mobilier de bureau	186 429	139 727	46 702
Équipement de bureautique	179 316	90 929	88 387
Améliorations locatives	94 972	53 800	41 172
Équipement d'entrepôt	51 771	32 613	19 158
Matériel roulant	4 670	4 670	
	<u>830 988 \$</u>	<u>512 208 \$</u>	<u>318 780 \$</u>
			<u>405 654 \$</u>

7. FRAIS REPORTÉS

	1992		1991
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Frais de développement de systèmes informa- tiques	401 726 \$	156 299 \$	245 427 \$
Droits d'auteur	8 757	6 090	2 667
	<u>410 483 \$</u>	<u>162 389 \$</u>	<u>248 094 \$</u>
			<u>208 854 \$</u>

8. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1992	1991
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des publications gouvernementales	1 803 090 \$	1 803 090 \$
Solde dû suite au transfert d'immobilisations et de frais reportés du ministère des Communications	157 768	157 768
	<u>1 960 858 \$</u>	<u>1 960 858 \$</u>

Ces dettes, ne portant pas intérêt, échoient le 31 mars 1995. Après cette date, le solde non remboursé portera alors intérêt.

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

9. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

	1992	1991
Subvention du gouvernement du Québec	3 227 684 \$	3 980 286 \$
Revenus divers	3 212 530	4 123 788
Autres dépenses	1 427 405	1 448 871
Débiteurs	462 161	747 837
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec		332 786
Créditeurs	348 227	480 564
Revenus perçus d'avance	440 026	427 958

10. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1991 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1992.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds Les Publications du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations, de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 11 septembre 1992

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
REVENUS		
Location d'équipements	20 298 354 \$	19 223 836 \$
Intérêts sur investissement net dans des contrats de location-financement	330 108	
Autres	10 888	
	<u>20 639 350</u>	<u>19 223 836</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Amortissement des immobilisations	20 400 777	16 298 885
Intérêts sur montants dûs au Fonds consolidé du revenu	2 374 153	2 419 792
Traitements et avantages sociaux	153 674	78 884
Loyers	5 900	4 982
Intérêts sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	301 868	
Perte sur aliénations d'immobilisations	11 433	2 677
Autres	47 016	12 255
	<u>23 294 821</u>	<u>18 817 475</u>
(PERTE NETTE) REVENU NET	(2 655 471)	406 361
EXCÉDENT AU DÉBUT	2 670 433	2 264 072
EXCÉDENT À LA FIN	<u>14 962 \$</u>	<u>2 670 433 \$</u>

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION DE L'ANNÉE FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(2 655 471) \$	406 361 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	20 400 777	16 298 885
Perte sur aliénations d'immobilisations	11 433	2 677
	17 756 739	16 707 923
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(2 488 866)	400 122
Liquidités provenant des activités d'exploitation	15 267 873	17 108 045
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligation découlant d'un contrat de location- acquisition	13 657 581	
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(3 483 571)	
Investissement net dans des contrats de location-financement	(5 769 467)	
Encaissement sur investissement net dans des contrats de location-financement	1 173 829	
Remboursement au Fonds consolidé du revenu	(2 743 649)	(675 001)
Liquidités provenant des (utilités pour les) activités de financement	2 834 723	(675 001)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(18 202 643)	(16 414 713)
Produit d'aliénations d'immobilisations	91 751	1 489
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(18 110 892)	(16 413 224)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(8 296)	19 820
ENCAISSE AU DÉBUT	22 452	2 632
ENCAISSE À LA FIN	14 156 \$	22 452 \$

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
Encaisse	14 156 \$	22 452 \$
Débiteurs - Ministères et organismes du gouvernement du Québec	3 450	923 885
Investissement net dans des contrats de location-financement (note 6)	1 794 687	
	1 812 293	946 337
Immobilisations (note 5)	31 437 670	33 738 989
Investissement net dans des contrats de location-financement (note 6)	2 800 952	
	36 050 915 \$	36 685 326 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	28 800 \$	3 400 358 \$
Intérêts courus	695 143	732 886
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 7)	4 950 000	
	5 673 943	4 133 244
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	25 138 000	27 881 649
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 7)	5 224 010	
	36 035 953	32 014 893
EXCÉDENT	14 962	2 670 433
	36 050 915 \$	34 685 326 \$

CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS (note 3)

J. C. Careau
Administrateur du Fonds pour les
équipements informatiques

Clermont Gignac
Sous-ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds pour les équipements informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnementnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01 et modifications), a pour objet de défrayer les coûts d'acquisition d'équipements informatiques et de louer ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnementnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties comme suit:

	Méthode	Taux
Équipements informatiques	Proportionnel à l'ordre numérique inversé des années sur une période de 2 à 5 ans	
Mobilier et équipement	Linéaire	20 %

Contrats de location

• Location-acquisition

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

• Location-financement

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété sont transférés aux clients du Fonds, la valeur actuelle des paiements minimaux à recevoir est comptabilisée comme s'il s'agissait d'une disposition d'actif et d'un investissement.

Le revenu de financement découlant de ces contrats est imputé aux résultats selon une formule permettant de dégager un taux de rendement uniforme sur la durée du bail.

• Location-exploitation

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

3. CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives (1991, chapitre 72) sanctionnée la 18 décembre 1991 et entrée en vigueur le 1er avril 1992 a institué le Fonds des approvisionnements et services. Selon les dispositions de cette loi, ce Fonds continue les activités du Fonds pour les équipements informatiques, du Fonds des fournitures et de l'ameublement et du Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau.

4. RÉVISION D'ESTIMATION COMPTABLE

À compter du 1er avril 1991, les équipements informatiques sont amortis selon la méthode d'amortissement proportionnel à l'ordre numérique inversé des années alors qu'auparavant ils étaient amortis selon la méthode d'amortissement à taux constant sur le solde dégressif. Cette révision d'estimation comptable a pour effet de réduire de 2 605 566 \$ le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1992.

5. IMMOBILISATIONS

	1992			1991
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipements informatiques	61 604 021 \$	41 178 797 \$	20 425 224 \$	33 737 954 \$
Mobilier et équipement	11 793	1 287	10 506	1 035
	61 615 814	41 180 084	20 435 730	33 738 989
Équipements informatiques détenus en vertu d'un contrat de location- acquisition	13 657 581	2 655 641	11 001 940	
	75 273 395 \$	43 835 725 \$	31 437 670 \$	33 738 989 \$

6. INVESTISSEMENT NET DANS DES CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les paiements minimums à recevoir en vertu de la location d'équipements informatiques s'établissent comme suit:

1993	2 072 368 \$
1994	2 036 361
1995	848 130
Total des paiements minimums à recevoir	4 956 859
Revenu de financement non-gagné	(361 220)
Investissement net dans des contrats de location-financement	4 595 639
Portion échéant en deçà d'un an	(1 794 687)
	2 800 952 \$

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1992

7. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1993	4 950 000 \$
1994	3 150 000
1995	3 096 000
Total des paiements minimums exigibles	11 196 000
Montant représentant les intérêts au taux de 9,47%	(1 021 990)
	10 174 010
Versements en deçà d'un an	4 950 000
	5 224 010 \$

8. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1992	1991
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques à la valeur attribuée, portant intérêt au taux de 10,64% payable semestriellement et sans modalité de rem- boursement	11 000 000 \$	16 678 649 \$
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire échéant la même année que les con- trats de location d'équipements informatiques concernés et sans modalité de remboursement	14 138 000	11 203 000
	25 138 000 \$	27 881 649 \$

9. TRANSACTIONS AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1992
Revenus divers	20 143 288 \$
Autres dépenses	20 423 054
Bilan	
Débiteurs	3 450
Investissement net dans des contrats de location-acquisition	4 595 639
Intérêts courus	7 548
Dù au Fonds consolidé du revenu	695 143
	25 138 000

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds pour les équipements informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 21 juillet 1992

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(L.Q., 1976, c. 14)

ÉVOLUTION DU FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1992

	1992	1991
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	79 033 277 \$	107 462 271 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	771 843	5 586 553
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	129 405 874	
	<u>209 210 994</u>	<u>113 048 824</u>
UTILISATION DES FONDS		
Remboursement par anticipation de la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	57 725 000	
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	27 078 613	36 761 935
Parachèvement des installations olympiques Biodôme	37 659 293	27 204 701
	37 587 412	10 569 151
Remboursement d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	109 586 376	
Intérêts sur les emprunts à court terme: Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	866 603	
Du Fonds spécial olympique	1 523	10 120
	<u>270 504 820</u>	<u>74 545 907</u>
(DIMINUTION) AUGMENTATION DU FONDS	(61 293 826)	38 502 917
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	63 082 929	24 580 012
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>1 789 103 \$</u>	<u>63 082 929 \$</u>

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

BILAN
au 31 mars 1992

	1992	1991
ACTIF		
Encaisse	35 709 \$	488 078 \$
Dépôts à terme et placements temporaires - au coût		51 936 820
Débiteurs:		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	5 208 966	6 555 350
Fonds consolidé du revenu		3 896 699
Autres	2 751	460
Intérêts courus	4 419	205 522
	<u>5 251 845 \$</u>	<u>63 082 929 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs:		
Fonds consolidé du revenu	3 430 030 \$	
Autres	32 712	
SOLDE DU FONDS	<u>1 789 103</u>	<u>63 082 929 \$</u>
	<u>5 251 845 \$</u>	<u>63 082 929 \$</u>

Bob Mc Cullough
Administrateur du Fonds
spécial olympique

Claude Séguin
Sous-ministre des Finances

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1992

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (Lois du Québec, 1976 chapitre 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les remboursements et les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursement.

Le produit d'aliénations d'actifs immobiliers de la Régie est comptabilisé lors de son encaissement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1992, ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, f.c.a.

Québec, le 27 août 1992



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003958